

Journal d'informations et de débat fondé le 17 Novembre 1979
 Direction - Rédaction - Publicité : Rue Bebey Eyidi Akwa (derrière direction général Nexttel) B.P. 5925 Douala
 République du Cameroun - Tél. : +237 33 42 04 39 - Tél./Fax : +237 33 42 53 74

Une filiale de
free media
 GROUP

E-mail : lemessenger.info@gmail.com
 Site web : lemessenger.net

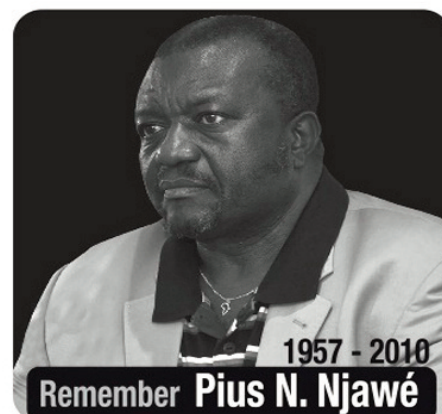
Le Messenger

A l'écoute du peuple

Fondateur : **Pius N. NJAWE** Directeur de publication : **Jean François CHANNON**

N° 5179 DU MERCREDI 31 OCTOBRE 2018 CAMEROUN 400 F.CFA

Quotidien



Présidentielle 2018

Les fleurs du mal de l'opposition camerounaise

• *Entre instabilité, collusions incestueuses avec le pouvoir, trahisons, rebuffades et prostitution, les partis d'opposition ont pour la plupart brisé le rêve du changement qu'ils ont jadis vaillamment porté face à la redoutable machine qu'est le Rdpc*

P.3



Après trois jours de garde à vue...

Huit militants du Mrc recouvrent la liberté

• *Détenus à la Division régionale de la police judiciaire pour le Centre, le 28 octobre dernier, 8 des quinze militants ont été libérés hier*

P.2

Carnet noir

Geo William Masso avale son micro

• *Le truculent chanteur de Makossa a rendu l'âme hier à Douala, vaincu par une longue maladie*

P.10

Affaire Viettel Cameroun SA

Baba Danpullo veut acheter les actions des vietnamiens

• *Le milliardaire camerounais envisage cette possibilité après évaluation de l'investissement de ses partenaires vietnamiens.*

P. 4

Au coeur de la société

Par Edouard KINGUE

Le Cameroun peut-il survivre financièrement, économiquement et socialement sur plusieurs fronts ? Boko Haram au Nord, guerre de sécession au NoSo, guerre civile à l'Ouest et au Centre ? Même si le 'conflit' reste confiné sur les réseaux sociaux, c'est une dimension qu'il ne faut pas négliger, tellement la guerre de tranchées entre bamiléké et bété dans la lutte pour le pouvoir fait rage.

Les autres communautés pour l'instant restent à l'écart et observent, mais rien n'indique que les revendications 'muettes' du Septentrion ne vont pas susciter des éclats de voix.

Ouvrons donc le débat, avec Ekane Anicet, Dieudonné Essomba, Me Momo. Cela s'impose car voici un pouvoir...clanique, il faut le dire, qui risque de précipiter le pays vers le chaos. Clanique ? Anicet EKane : « *La question ethnique est et demeurera, encore pour longtemps, un enjeu essentiel dans notre pays. Au cœur de cette question ethnique se trouve le problème de la nature du régime du Renouveau* ».

Personne de sérieux ne peut nier que les postes stratégiques, administratifs, politiques et militaires sont majoritairement attribués aux ressortissants bété. Les remaniements ministériels et les nominations dans les grandes administrations le démontrent sans cesse. Tous nos compatriotes qui, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest qui, soit croupissent dans la pauvreté et la misère, soit survivent difficilement à cause de la faillite politico économique de ce régime, ne doivent pas se sentir objectivement concernés par ces batailles au sommet ; même si subjectivement, les ressentiments et les instincts primaires les y entraînent de temps en temps.

Voilà qui est dit. Mais le monstre du tribalisme a la vie dure. Et les replis identitaires s'aveuglent face aux manipulations du clan arc en ciel au pouvoir. S'adressant aux bétis, Dieudonné Essomba professe :

« *Quand, de manière récurrente, les Bété vont en prison, sans que cela change, qu'ils se remplacent dans les postes avec pour seul terme la prison, cela est terrible pour l'image d'une communauté* ».

Certains ne veulent pas voir le lien entre ces emprisonnements avec la forme de l'Etat, mais

Bami-beti : même combat

bien sûr que c'est lié ! Et cela traduit d'ailleurs la manière dont cette élite perçoit l'Etat du Cameroun : une source de privilèges qu'on va puiser à pleines mains ! Essayez de parler de fédération à l'un d'entre eux et vous verrez : immédiatement, les yeux se révulsent, les cheveux se redressent comme les piquants d'un porc-épic furieux. Car dans son esprit, vous avez osé évoquer un système qui le prive des légitimes attentes à accéder à un poste juteux, de préférence gérant la liquidité. Il en est de même des entreprises publiques qui sont également le tombeau de cette élite, avec l'actualité des William Sollo et autres Atangana Kouna, sans compter les autres quidams déjà en prison ! Dans une fédération, les entreprises publiques ont pour actionnaires les Etats fédérés qui forment un Conseil d'administration opérationnel. C'est ce conseil qui choisit les directeurs généraux et les démet en fonction de leurs résultats, et non le chef de l'Etat par décret. Eh oui, Biya ! Au Cameroun, qui nomme les Dg ? C'est Biya ! Qui les démet ? C'est Biya ! Qui les contrôle ? C'est Biya ! Qui nomme les recteurs ? C'est Biya ! Qui les démet, c'est Biya ! Qui les poursuit ? C'est Biya ! Qui les emprisonne ? C'est Biya !

L'argent a envoûté l'élite Bété au point où elle n'a plus conscience de rien, ni de son état, ni de son avenir, ni même de sa communauté dont elle se fiche comme d'une guigne, alors qu'elle l'appelle au secours chaque fois qu'elle se sent menacée. Egoïste, égocentrique, vaniteuse et sans substance, la seule chose qui lui importe, c'est les dorures du poste, c'est l'argent ! Et pour l'argent et les postes, ils sont prêts à tout ! Il faut sortir de ce système de Pharaon, où une divinité totémique absorbe toute l'énergie de la nation, décide à la place de tout le monde, fait tout ce qu'elle veut, sacrifiant qui elle veut au moment où elle veut, pour ses besoins de perpétuation au pouvoir.

Lorsque des gens peuvent s'asseoir pour demander à un homme vieilli et usé de 85 ans, en 2018 de se représenter comme président dans un pays au bord de l'implosion, il y a quelque chose de démoniaque dans ce régime et ce système. Non, non et non ! Il faut arrêter avec ça !

Dans un cadre fédéral, le grand nombre de

Bété qui sont en prison ne l'auraient jamais été, car ils n'auraient pas occupé aussi massivement des postes de responsabilités et aussi longtemps, jusqu'à détruire les structures.

Vous ne représentez que 20% du Cameroun, arrêtez de vous prendre pour le Cameroun et le défenseur de la République !

Selon Jean De Dieu Momo, les bamilékes sont un "caillou dans la chaussure" du Cameroun

« Parlons peu parlons vrai : oui ou non les bamilékes gagnent 80% des marchés publics au Cameroun ? Oui ou non sont-ils les plus riches grâce à ces avantages ? Oui ou non les bamilékes sautent la douane et jonglent avec les impôts ? Quel est le peuple qui corrompt le plus au Cameroun ?

Naturel dans les affaires me direz-vous ? Quel est le peuple qui se plaint le plus depuis 1960 ? Quel est le peuple qui est le plus contestataire au Cameroun ? Et paradoxalement, quel est le peuple dont toutes les villes sont reliées par une route bitumée ? Bafoussam ? Foumban ? Mbouda ? Dschang ? Bafang ? Bagangte, etc. êtes-vous allés à Batouri ? Yokadouma ? Abongbang ?

Lisons en conclusion Fabien Eboussi Boulaga en 1999, dans "Lignes de Résistance"

"Le principe génératif et unificateur de nos jongleries intellectuelles, c'est le ventre, c'est la peur de ne plus manger, de manger peu ou mal. Je tiens pour une catastrophe sans nom que pendant deux ou trois générations, tous ceux qui ont fait des études supérieures et secondaires aient été larbinisés, rendus serviles, tenus en laisse au moyen d'un salaire. Dans cette mise en tutelle générale, un emploi, un logement, un avancement, la nourriture quotidienne, les soins primaires de santé, tout devient une faveur, dont chacun est redevable aux dirigeants, puisque à tout moment, ils sont capables de les soustraire et de vous précipiter dans le vide, le néant. Dans ces conditions, comment ne pas s'en remettre entièrement à eux, les idolâtrer ? Comment ne pas abdiquer la liberté de pensée et le sens de l'objectivité ?

La guerre s'appelle paix, les morts sont vivants, et le mensonge est vrai."

A mercredi

APRÈS TROIS JOURS DE CAPTIVITÉ...

8 militants du Mrc recouvrent la liberté

Interpellés et incarcérés dans la cellule de la Division régionale de la police judiciaire (Drpj) pour le Centre le 28 octobre dernier, 8 des quinze manifestants qui ont été arrêtés pour avoir manifesté contre la fraude électorale à l'esplanade de la Cathédrale notre dame des victoires de Yaoundé, ont été libérés hier aux environs de 16h.

Après avoir passé trois jours de garde à vue dans les geôles de la Police judiciaire (Pj) de Yaoundé sis à Elig-essono, 8 militants du Mouvement pour la renaissance du Cameroun sur les quinze manifestants qui ont été mis aux arrêts le 28 octobre dernier, ont retrouvé leur liberté hier. En effet, cette libération est survenue quelques heures après que maître Hippolyte Meli y ait effectué une descente à l'effet de décrier l'illé-



galité de la détention de ces Camerounais. Car accusé pour délit d'assistance humanitaire aux manifestants qui résistent au « hold-up électoral », l'avocate au barreau du Cameroun a clairement spécifié qu'aucun texte juridique n'encadre un tel argument. D'où une demande formulée à l'endroit du commissaire de la Pj de libérer immédiatement les détenus. Formulaire après lequel, il procédera à la libération de 8 militants parmi lesquels, 4 femmes et 4 hommes.

Sur la liste des personnes qui ont été libérées, figurent Arnaud Manga et Grâce Baleba, militante

du Cameroon people's party (Cpp), qui pour avoir exprimé sa générosité et sa sympathie, a été happée par les bidasses, décidés à en découdre même avec des sympathisants qui ne demandent qu'à exprimer leur solidarité mécanique à l'endroit des jeunes détenus. Cependant, le commissaire de la Police judiciaire retient encore 07 militants du Mrc dans ses murs. Aux dernières heures, un collège d'avocats de ce parti s'est mobilisé pour exiger la libération de ces jeunes militants encore détenus. On se pose tout de même les questions de savoir pourquoi ils sont encore retenus

en cellule et pourquoi on ne les a pas tous relâchés au même moment vu qu'ils ont été arrêtés à la même heure et pour les mêmes motifs ? On espère avoir des réponses à ces questionnements après leur libération.

Victoire volée

En rappel, c'est au sortir de la messe de 6h dimanche dernier qu'une vingtaine de militants du parti de Maurice Kamto ont décidé d'occuper l'esplanade de la Cathédrale notre dame des victoires de Yaoundé brandissant vers le ciel des pancartes que lesquelles on pouvait lire "*non au hold-up électoral au Cameroun!*". Cette action rentre, en effet, dans une série de mouvements que le leader du Mrc a planifié depuis le 25 octobre dernier pour revendiquer sa victoire qui a été selon lui, volée conjointement par le Conseil constitutionnel, Elections Cameroon et le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) pour la donner à Paul Biya.

Rostand TCHAMI

APRÈS LE VERDICT DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Les fleurs du mal

L'opposition camerounaise depuis le retour au multipartisme au début des années nonante, par son instabilité, ses collusions incestueuses avec le pouvoir, ses trahisons, ses rebuffades au fil du temps, a perdu tellement de crédibilité aux yeux de la population, qu'on la compare à une grande prostituée. 2018 est venu avec un vent en apparence nouveau, au point où les citoyens frustrés par le pouvoir depuis des lustres, se mettent à rêver. Au bout du rêve, le cauchemar ou l'enchantement ?

1-Entre méfiance et défiance

Le Conseil constitutionnel en déclarant le 22 octobre dernier, Paul Biya, le grand vainqueur du scrutin présidentiel suite à un contentieux postélectoral animé, a posé un acte qui va marquer pour longtemps l'avenir du Cameroun. Déjà, au plus le 6 novembre, celui qui tient fermement les rênes du pouvoir depuis 36 ans, doit prêter serment pour un septième mandat consécutif et sans partage. Un exploit en démocratie. Quelle est la part de responsabilité de l'opposition dans la pérennisation de ce pouvoir sans fin ? Une telle question oriente à scruter dans un temps les errements de l'opposition jusqu'à l'élection du 7 octobre. Ensuite, il faut prendre en compte que depuis le début de l'année en cours, et particulièrement après la signature du décret présidentiel du 9 juillet convoquant le corps électoral, de part le pedigree des différents candidats autorisés à concourir, l'opposition affichait une autre mine, une autre envergure, tel l'Albatros dans la poésie de Charles Baudelaire dont les « ailes de géant l'empêchent de marcher » ? Une opposition dont les qualités et les capacités se transformeraient en fleurs du mal, dans son ascension vers Etoudi ? Faut-il lier les clivages qui traversent l'opposition au tribalisme ambiant qui mine la société camerounaise ? En quoi ses leaders sont-ils si différents au point où on parlerait d'une alliance impossible ? Autant en 1992 qu'en 2018, la méfiance ou la défiance anime cette classe de la politique camerounaise.

2-L'opposition de 1992, le temps des égos

Le multipartisme a été implémenté à nouveau dans le paysage politique camerounais au début des années 1990, suite au « Vent d'Est » qui avait soufflé sur les pays francophones d'Afrique. Il faut dire à ce sujet que la Constitution du 2 juin 1972 avait consacré le multipartisme. Mais l'Union nationale camerounaise (Unc) d'Ahmadou Ahidjo parti unique ou unifié, l'avait interdite avec ruse. Ce parti est remplacé à son congrès de Bamenda en 1985 par le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) de Paul Biya. Dès cet instant, les militants de l'Union des populations du Cameroun (Upc), interdit par le pouvoir colonial avant l'indépendance du pays, vont commencer à demander leur réhabilitation tant de l'extérieur que de l'intérieur. A ce moment, le Rdpc va se concentrer à affaiblir, « le parti historique du Cameroun », « le parti des martyrs ». Dans cette mouvance, John Fru Ndi va lancer son parti à Bamenda où on recense 6 morts, tantôt tués par balles, tantôt piétinés par la foule.

En 1992, à la première élection présidentielle multipartiste du pays, le pouvoir est clairement battu par l'opposition qui pourtant, refuse de resserrer ses rangs. En examinant les résultats, on se demande de quelle opposition il est question. S'agit-il d'une comédie de mauvais goût qu'on joue pour distraire le peuple ?



Officiellement, Paul Biya engrangea 40% ; Ni John Fru Ndi vient en seconde position avec 36,0 % ; Bello Bouba Maigari de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (Undp) eut 19,2% ; Adamou Ndam Njoya de l'Union démocratique du Cameroun (Udc) obtint 3,6 % ; Jean-Jacques Ekindi du Mouvement progressiste (Mp) eut 0,8 % et Emah Otu du Regroupement des forces patriotiques (Rfp) n'eut que 0,4 % des suffrages exprimés. Par simple calcul, l'opposition dans son ensemble venait en tête avec 60% des suffrages exprimés. Une autre incohérence, quand est venu le moment pour John Fru Ndi de contester les résultats, il avait été lâché seul à son sort. Il ne reçut aucun soutien de ses pairs de l'opposition. Les autres en commençant par Bello Bouba, s'empresseront de dire que Paul Biya avait gagné. Au cours des législatives, le Rdpc était une fois de plus battu. Sur 180 sièges, il n'obtint que 88. L'Undp eut 68 députés, l'Upc totalisa 18 et le Mouvement pour la défense de la République (Mdr) de Dakole Daissala en compta 6. Il faut préciser que le Sdf avait boycotté cette élection. L'opposition comptait 92 sièges, mais au lieu de coaliser pour imposer les lois à l'Assemblée nationale (An), Dakolé alla coaliser avec Biya pour obtenir une majorité.

Comme si cela ne suffisait pas, l'Upc aussi fit pareillement, en s'alliant au Rdpc. L'Undp resta le seul parti de l'opposition à l'An. Curieuse opposition camerounaise ! De ce fait 1992 consacre l'impossibilité d'une alliance ou coalition de l'opposition. Quand bien même le Sdf revint dans la compétition électorale en 2004 et en 2011, c'était toujours pour une compétition des égos surdimensionnés au sein de l'opposition. Pour qui roule l'opposition camerounaise ? Tout s'est toujours passé comme s'il existait une défiance extraordinaire entre les membres de cette opposition. Est-ce vrai comme le susurre l'opinion, que ses leaders se tiennent ? Chacun étant un peu davantage renseigné des compromissions de l'un sur l'autre, avec le pouvoir ? Un vrai jeu des dupes ! C'est là un cliché de l'opposition hétéroclite camerounaise dont le fonds de commerce politique était le seul départ de Paul Biya et qui curieusement ne s'accordait pas sur cette éventualité !

3-Le temps du renouvellement

Cette année 2018 est venue avec son lot de surprises. Une année pompeusement qualifiée de temps d'élections géné-

rales, va finalement pondre du seul scrutin présidentiel. Cette surprise passée, c'est Ni John Fru Ndi qui va créer la sensation en jetant l'éponge au profit de Joshua Osih. Un sacré nouveau dans la course vers Etoudi, bien qu'il soit député dans le département du Wouri. Le Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc) avait déjà, à la mi-avril voté son candidat, Maurice Kamto, à la convention du Palais des congrès. Il y avait aussi dans la course, Akere Muna, le benjamin du candidat Bernard Muna, malheureux candidat en 2011. Dans la foulée, Cabral Libii avec sa campagne « onze millions d'inscrits » va finalement se porter candidat sous la bannière du parti Univers de Nkou Mvondo. Bien sûr, qu'il y a aussi Serge Espoir Matomba du Purs et Franline Ndifor, le pasteur de Bonabéri. A ces nouveaux candidats, il faut ajouter les vieux briscards, tels que Garga Haman Adjé et Adamou Ndam Njoya. Paul Biya, évidemment de la course.

A l'entame de l'élection, l'opinion sollicite une coalition des partis pour battre aisément Paul Biya. Rien n'y fit. De tous les candidats retenus, il n'y a qu'Akere Muna qui va se joindre à Maurice Kamto à la veille de l'élection. D'ailleurs, ce désistement ne sera pas pris en compte par Elecram pour annoncer tardive. Une curiosité et non des moindres à relever : tous parlent de coalition pour précisément refuser d'être ensemble. Pourquoi ? Il va sans dire que si le peuple choisit son candidat, il n'a pas fondamentalement besoin d'une coalition pour gagner. Ce serait un atout, tout au plus. Le peuple camerounais souverain ne vote pas un parti, mais un homme suffisamment charismatique pour se tenir aux premiers rangs dans ses défis au quotidien. Ce n'est pas du tout une affaire de partis politiques, mais de la rencontre d'un homme avec son peuple. La mobilisation des foules dans nos rues a montré à suffisance avant même l'ouverture de la campagne officielle que Maurice Kamto avait déjà une once d'avance sur les autres candidats d'opposition. Ne pas le reconnaître participe grandement de la mauvaise foi. Nul n'ignore ce qui s'est passé dans l'Extrême-Nord surtout et dans les deux autres régions, à l'Ouest et dans le Littoral. Cabral Libii s'est aussi illustré mais pas à la dimension du premier. Cet avantage n'a pas donné aux autres partis de saisir cette opportunité pour faire alliance. Que nenni ! Joshua Osih dont sa campagne piétinait à juste dit qu'il a reçu

le mandat de son parti d'aller jusqu'au bout et non de faire alliance. Une façon de reconnaître que c'est une option viable. Cabral Libii quant à lui caressait l'espoir qu'il pouvait devancer le candidat du Mrc. Cette phase de flottement passée, il a fallu observer l'attitude de ces acteurs à la déclaration de la victoire surprise de Maurice Kamto le 8 et la proclamation du résultat par le Conseil constitutionnel.

4-Tout sauf Kamto

Au moment où le candidat du Mrc annonce qu'il est le vainqueur de l'élection, il y a eu un vent de panique avant que les uns et les autres ne se ressaisissent le lendemain. La question est de savoir si les autres candidats étaient en possession des Pv. Quels résultats leur disaient les bureaux de vote ? Pourquoi n'ont-ils pas infirmé ou confirmé la déclaration jugée précipitée du professeur ? Fondée ou pas à la lumière des résultats des pv issus des différentes urnes ? Curieux ! Aucun candidat n'a réagi sur le champ. Pour la petite histoire, on est aujourd'hui surpris d'entendre un candidat de l'opposition se fendre que c'est un d'entre eux qui a remporté l'élection. A contretemps ! Autre surprise, quand Maurice Kamto annonce sa victoire, quelque temps après, Cabral Libii aussi dit qu'il a gagné. Comment ? Sur la compilation des différents Pv ? Le mystère est entier. Peut-on parler d'une technique de neutralisation mutuelle ? C'est de bonne guerre. Après la proclamation des résultats, fortement contestés par le Mrc, l'attitude des candidats de l'opposition va révéler que le syndrome de 1992 hante toujours les Camerounais. Le cas de Joshua Osih qui s'est précipité de reconnaître la victoire de Paul Biya ou a pris acte est assez parlant. Cela est tellement parlant que certains dignitaires du parti de la balance ne prennent plus de précautions pour demander à Joshua Osih de rendre le tablier. Quel genre de rapport le Sdf entretient-il avec le Mrc ? Un rapport d'animosité ou d'entente qui convient aux membres de l'opposition ? Le Sdf est-il plus proche du Rdpc que du Mrc ? C'est Jean Michel Nitcheu, qui va réagir en demandant à Maurice Kamto de produire les Pv pour que ses partisans l'appuient dans cette revendication. Là on est dans la logique des partis du même bord. A peine est-il engagé que le natif du Sud-ouest va pondre le communiqué prenant acte des résultats du Conseil constitutionnel. En ce qui concerne Cabral Libii Ngué Ngué, une de ses sorties sur les ondes de la BBC dit son souhait de travailler avec Paul Biya sous certaines conditions ! Lesquelles ? En quoi le parti Univers et Cabral Libii peuvent-ils influencer l'ogre Rdpc dans sa gestion du pouvoir ? Avec le programme de résistance du candidat du Mrc, il se voit clairement que son implémentation à l'intérieur du pays est pratiquement difficile pour ne pas dire impossible à cause de la militarisation de l'espace public. Il est vrai qu'au sein de la diaspora ce programme connaît un succès. Mais la diaspora ne fait pas seul le Cameroun. Tout se passe comme si au sein de l'opposition, il existe une opposition de l'opposition. Tous de l'opposition, oui, mais il faut tout faire pour se neutraliser pour que certains n'arrivent au pouvoir.

Au regard de ce qui précède, on peut infailliblement dire qu'autant en 1992 l'opposition camerounaise était dans un désordre au service du pouvoir, autant en 2018, si cette franche de la vie politique est effectivement née et s'affirme, on doit cependant reconnaître qu'elle vit encore dans la puérilité, rongée par les maladies infantiles de la démocratie. Bien entendu, on aurait pu apprécier davantage la compétition électorale si le code électoral camerounais avait prévu un deuxième tour. Et c'est là, faut-il le dire, un beau gâchis pour l'exemplarité, l'équité et la maturité de la démocratie camerounaise.

Léopold DASSI NDJIDJOU

AFFAIRE VIETTEL CAMEROUN SA.

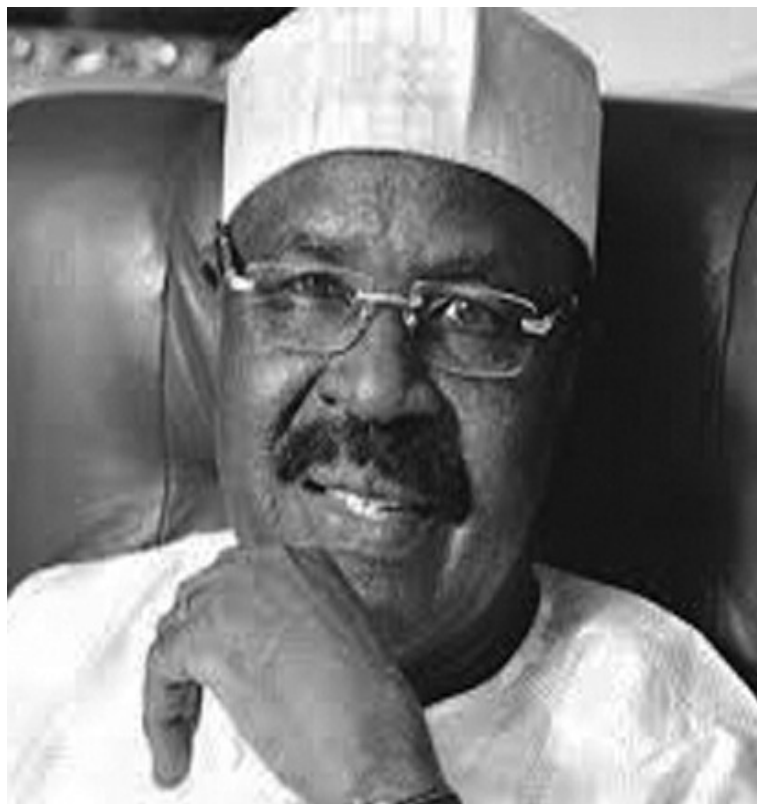
Baba Danpullo veut acheter les actions des vietnamiens

Le milliardaire camerounais qui a pris récemment la résolution de rembourser l'investissement de ses partenaires vietnamiens, envisage désormais d'acheter leurs actions une fois évaluées ; question de mettre fin à la supercherie dont il fait l'objet depuis le début de ce partenariat de dupes.

Le bout du tunnel n'est visiblement pas pour demain. Même si le rêve de Baba Danpullo reste de voir ce long feuilleton livrer son dernier épisode, l'arrivée de l'hirondelle qui annoncera le printemps se fait désirer. Car, entre les belles intentions du puissant homme d'affaires et les multiples complications imputées à la partie vietnamienne ; laquelle fait feu de tout bois pour que le dossier s'enlise, le fossé s'agrandit davantage. Outré et indigné de voir son nom et sa réputation traînés dans la boue pour une histoire où ses partenaires et ouvriers nationaux plient sous le joug d'un jeu de dupes, le capitaine d'industrie vient de réaffirmer son intention de ne vouloir guère confisquer les investissements et les actions de ses « bourreaux ».

Evaluation des investissements

En effet, la somme des constats établis sur le terrain



constituant un gisement de preuves pour confirmer la duperie de ses amis d'hier, Danpullo, apprend-on, est aujourd'hui déterminé à acheter les parts qui composent l'investissement vietnamien. Mais avant toute chose, il souhaite que certains préalables soient définis pour éviter une nouvelle entourloupe. Au rang de ces conditions, l'évaluation des investissements de Vtg dans Viettel Cameroun SA. Face au refus du camp d'en face de se plier à cette exigence qui traduit pourtant le sérieux dans les procédures d'investissements, le propriétaire d'un vaste empire de biens estimés à des milliards de Fcfa, attend de ses interlocuteurs, une infi-

me dose de bonne fois. Parce que conscient que depuis que Viettel Cameroun SA a commencé ses activités au Cameroun, « tout a été télécommandé depuis le Vietnam : comptabilité, ressources humaines, gestion du personnel, finances et contrôle du réseau ».

Manœuvres et motifs instables

Pour l'heure, « il y a une bataille en cours pour faire pression sur le partenaire vietnamien pour qu'il comprenne que la société a ses organes, qui doivent pouvoir fonctionner, à savoir l'assemblée générale des actionnaires, le conseil d'administration et le conseil de direc-

tion. Ces organes ne fonctionnent pas car tout provient du Vietnam. Les résolutions de la société sont écrites du Vietnam et même lorsqu'elles sont exécutées par Viettel Cameroun, Vtg doit approuver avant son adoption. Souvent, des réunions du conseil d'administration ont été convoquées et boycottées par Vtg, même lorsque Vtg envoie des représentants, ils refusent de signer les résolutions ou se livrent simplement à des manœuvres et perturbent les réunions pour des motifs instables », rapporte une source proche de l'affaire.

Pire, ce dernier confesse qu'au moment où Vtg a signé le partenariat avec Bestcam, les deux partenaires ont convenu que Vtg était une société privée dûment constituée au Vietnam. Mais depuis 2014, révèle-t-il, « Vtg a décidé de faire croire à son partenaire camerounais qu'il appartient au gouvernement vietnamien et impose des obligations à ses

partenaires non sans contacter divers responsables gouvernementaux pour confisquer la société et renvoyer Bestcam. Le comportement a laissé souffler un vent d'inquiétudes. Le point culminant étant la visite du vice-ministre vietnamien des Affaires étrangères au Cameroun en mars 2018, qui a directement participé à des réunions concernant les affaires de Viettel Cameroun ». Toute chose que l'actionnaire camerounais n'entend pas de cette oreille. Ce d'autant plus qu'à ces griefs vient se greffer la duperie de Vtg qui a « transporté de nombreux officiers de l'armée pour gérer les affaires de Viettel Cameroun à l'insu du partenaire local. Après vérification et confirmation, le partenaire local s'est rendu compte que Vtg était en fait une société dirigée par l'armée et qu'il devait présenter l'affaire aux autorités camerounaises ».

M.S.

Stop au partenariat gagnant-perdant !

À l'examen des faits, l'on comprend aisément que dans ce partenariat de dupes, c'est le Cameroun qui trinque puisque le personnel camerounais est simplement là pour mettre en œuvre les instructions de ses homologues vietnamiens, qui sont très souvent des cadres débutants et / ou n'occupent aucun poste de responsabilité au sein de la société. À preuve, les Vietnamiens occupent tous les postes de direction et les postes stratégiques de la société, traitant le personnel local comme des sous-fifres. Que dire du président du conseil d'administration de la société qui ne reçoit que les informations fournies par le personnel de direction vietnamien. Conscient que dans cette spirale, le personnel camerounais ne peut ni connaître ni apprécier l'évolution de l'activité de Viettel ? Surtout que cette conduite a abouti à l'adoption d'une résolution à la suite d'une action de grève menée par le personnel de Viettel Cameroun SA en 2015, Baba Danpullo veut casser sa tirelire et racheter les parts des vietnamiens. À suivre !

M.S.

YAOUNDÉ

Des futurs entrepreneurs dans l'amphi de la performance

Le directeur général de l'Ecole internationale du management et de l'entrepreneuriat du groupe Esc Troyes, Francis Bécard, a offert le 25 octobre dernier, une soirée à l'endroit des étudiants et parents d'étudiants inscrits dans cet établissement.

C'est dans l'une des prestigieuses salles du Hilton hôtel de Yaoundé que les étudiants de l'école internationale du management et de l'entrepreneuriat ont pris l'onction de départ pour cette nouvelle année académique. Pour la circonstance, Francis Bécard a fait le déplacement de la capitale politique pour présider la cérémonie. Car pour ceux qui ne le savaient pas, les Camerounais n'ont plus besoin d'aller en France poursuivre leurs études en management. Une illustre école française formant les étudiants dans ce domaine très prisé a, depuis 2016, son campus à Yaoundé. Découlant du groupe Esc Troyes qui a à son actif 1800 étudiants sur l'ensemble des 15



implantations notamment à Paris, à Troyes, à Reims, et à Yaoundé, c'est avec une grande satisfaction que Francis Bécard voit l'accroissement du siège de la capitale du Cameroun.

« L'école de Yaoundé aura bientôt une centaine d'élèves après la troisième rentrée. Nous sommes plutôt satisfaits des résultats obtenus sur ce site avec un taux de redoublant très faible », a-t-il souligné. En effet, l'école internationale du mana-

gement et de l'entrepreneuriat du groupe Esc Troyes est une grande école française agréée et reconnue par l'Etat, qui a pour vocation de former les futurs managers et entrepreneurs. Existant depuis 20 ans, former des femmes et des hommes qui apporteront une valeur ajoutée différenciatrice et profitable aux entreprises et à leur territoire, est un devoir fondamental. Pour ce faire, la condition pour y accéder est premièrement, être titu-

laire d'un baccalauréat et de payer les frais de scolarité qui s'élèvent à 3 millions 280 mille Fcfa par an. Grâce à leurs partenariats avec des entreprises d'ampleur internationale telles que Generali, Petit bateau ou Schiever, le groupe Esc Troyes a su développer des programmes adaptés aux besoins du marché.

Bagage intellectuel

« La première année du Bachelor business management (Bbm) permet aux étudiants d'acquérir les fondamentaux du management et de la gestion, et de se familiariser au monde de l'entreprise grâce à un stage de 2 mois. Elle favorise la transition entre l'enseignement secondaire et supérieur et permet l'acquisition de méthodes de travail, l'initiation à la gestion et au management », a souligné un encadreur. Et d'ajouter « l'année suivante consiste en l'approfondissement des connaissances au travers des disciplines académiques (marketing, finance, ressources humaines, stratégie) ainsi que l'ouverture à l'international permettant aux étudiants de dessiner leur projet professionnel ». Avant de conclure « en fonction du projet professionnel de l'étudiant, la troisième et dernière

année a pour objectif d'ouvrir aux diplômés Bbm les portes de la vie professionnelle ou du Master ».

Première promotion diplômée

Il importe de préciser cependant que du niveau 1 au niveau 3, les étudiants ont droit à une période de stage annuel respectivement d'une durée de 2 ; 5 ou 6 mois au fur et à mesure que leur niveau d'étude augmente. Situé dans la même enceinte que Fustel de Coulanges, les responsables de cette école espèrent cependant avoir un campus un peu plus large plus tard, compte tenu de la recrudescence des inscriptions y afférentes et du changement de leur nom qui dorénavant sera appelé « Y school ». Satisfait du bilan actuel du campus de Yaoundé, le directeur général de l'école internationale du management et de l'entrepreneuriat du groupe Esc Troyes, promet de revenir au Cameroun très prochainement. « En juin 2019, ce sera la première promotion Bac+3 diplômée, donc nous reviendrons pour cet événement », a-t-il annoncé.

Rostand TCHAMI

PROGRAMMES AVEC LE FMI

EN BREF

La Cemac attend l'engagement du Congo et de la Guinée équatoriale

L'organisation sous-régionale est convaincue que la conclusion des programmes économiques et financiers de tous ses Etats membres avec l'institution financière internationale est indispensable au redressement économique de la Sous-région.

A l'occasion du sommet extraordinaire des chefs d'Etats et de Gouvernement de la Cemac tenu à N'Djamena le 25 octobre 2018 dernier, la question des accords avec le Fonds monétaire international (Fmi) a été soulevée. En effet, le sommet de N'Djamena a posé sur la table des discussions, la problématique de la relance économique de la Sous-région, à l'aune du double choc sécuritaire et de la chute des cours des matières premières qui fragilisent les pays membres. Dans les pistes de solutions débattues par les leaders de la sous-région, a figuré la mise en œuvre efficiente des accords conclus avec le Fmi, susceptibles d'inverser la courbe. En clair, les Etats membres ont réaffirmé l'urgence de mettre en œuvre toutes les mesures contenues dans les programmes économiques conclus avec le Fonds monétaire international (Fmi).

Sauf que, des six Etats qui composent la Cemac, seulement quatre (Cameroun, Gabon, Tchad, Rca) ont conclu des accords avec le Fonds, adossé sur diverses Facilités élargies de crédit. La Commission de la Cemac estime que dans une synergie d'actions qui concerne l'économie de la sous-région en général, il est impératif que les deux « réfractaires » (Congo et Guinée équatoriale) s'y engagent. Ainsi, a martelé le président de la Commission de la Cemac à N'Djamena, pour ce qui est du rapport avec le Fmi, la conclusion urgente de programmes économiques et financiers avec le Fmi par le Congo et la Guinée équatoria-



le « s'impose avec acuité afin d'éviter le risque de passer clandestin ».

En attendant, la conférence des chefs d'Etat a instruit les ministres en charge des négociations ou de suivi du programme économique avec le Fmi de faire montre d'une détermination sans faille dans la mise en œuvre des réformes indispensables au redressement économique de la sous-région. Car, comme le président de la Commission de la Cemac a pu le souligner pour le déplorer, « au terme des deux premières années de mise en œuvre desdits programmes, les résultats, il faut l'admettre, restent globalement en deçà des attentes ».

Revues semestrielles

Pour mémoire, le 26 juin 2017, le conseil d'administration du Fonds monétaire international a approuvé un accord triennal au titre de la Facilité élargie de crédit (Fec) en faveur du Cameroun d'un montant d'environ 666,2 millions de dollars et 175 % de la quote-part du Cameroun pour accompagner le programme de réformes économiques et financières du pays. Outre l'approbation de l'accord, un décaissement équivalent

d'environ 171,3 millions de dollars a été immédiatement mis à la disposition du Cameroun. Le montant restant sera étalé sur la durée du programme et son décaissement sera subordonné à des revues semestrielles. Le 19 juin 2017, le Fmi a approuvé un accord triennal élargi au titre du mécanisme élargi de crédit (Medc) en faveur du Gabon pour un montant de 642 millions de dollars et 215 % de la quote-part du pays) à l'appui du programme de relance à moyen terme défini par les autorités. La décision adoptée ouvrait la voie au décaissement immédiat d'environ 98,8 millions de dollars. Le montant restant sera étalé sur la durée du programme et son décaissement sera subordonné à des revues semestrielles.

Le 30 juin 2017, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international a approuvé un accord triennal au titre de la Fec en faveur du Tchad d'un montant d'environ 312,1 millions de dollars et 160 % de la quote-part du Tchad pour accompagner la stratégie de stabilisation et de redressement du pays. Le 5 juillet 2017, le Conseil d'administration du Fmi a approuvé

un nouvel accord de 312,1 millions de dollars en faveur du Tchad au titre de la Facilité élargie de crédit et a annulé le précédent accord. La décision du Conseil d'administration a ouvert la voie au décaissement immédiat de 48,8 millions de dollars en faveur du Tchad. L'accord Fec en faveur de la Rca a été approuvé par le Conseil d'administration le 20 juillet 2016 pour un montant d'environ 189 millions de dollars, ou 120 % de la quote-part de la Rca au Fmi).

Notons que la facilité élargie de crédit (Fec) fournit une aide financière aux pays qui connaissent des difficultés prolongées de balance des paiements. La Fec a été créée comme guichet du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (fonds fiduciaire Rpc), dans le cadre d'une réforme plus large visant à assouplir le soutien financier du Fmi et à mieux l'adapter aux besoins divers des pays à faible revenu, notamment en période de crise. La Fec est le principal outil dont dispose le Fmi pour apporter un soutien à moyen terme aux pays à faible revenu.

Achille KAMGA

HAUT DÉBIT

Le projet Central african backbone relance ses activités

L'objectif est de contribuer à la réduction du coût élevé des télécommunications/Tic sur le climat des affaires dans la sous-région.

La 6^{ème} session ordinaire du Comité de pilotage du projet Central african backbone s'est tenue hier, 30 octobre 2018 à Yaoundé. Sous la présidence de la ministre des Postes et télécommunications du Cameroun, Minette Libom Li Likeng, par ailleurs présidente dudit Comité. Après une période d'hibernation, les parties prenantes du comité se sont donc retrouvées pour relancer les travaux, en vue de la bonne exécution du projet, pour le développement des infrastructures de télécommunications dans

notre pays. Les activités du projet ont connu un certain ralentissement avec la non tenue de sessions de décembre 2017 et de juin 2018. La session d'hier s'inscrivait dans le cadre des actions visant à booster les activités du projet et fixer de nouveaux caps de performance. Il s'est donc agi d'examiner et d'adopter des mesures idoines pour une exécution rationnelle du projet, en vue de l'atteinte des résultats escomptés.

Dans les détails, les travaux ont porté sur l'adoption du compte rendu de la réunion du comité de pilotage national du 5 avril 2017 ; l'état de la mise en œuvre des recommandations de la réunion du Cpn d'avril 2017 ; l'examen du plan de travail et du budget annuel 2018 ; l'état de la mise en œuvre des activités ; la synthèse de l'audit interne 2017. Notons que dans l'optique d'atteindre les résultats

escomptés, le comité a jugé utile d'inviter les représentants du ministère en charge des marchés publics et la Caisse autonome d'amortissement en raison de leurs compétences sur les questions débattues au cours des travaux.

Le projet Cab vise en effet, à mettre en œuvre un réseau des télécommunications haut débit à fibre optique en Afrique centrale. Constituée d'une composante régionale et d'une composante pays, ce projet a pour objectif de contribuer à la réduction du coût élevé des télécommunications/Tic sur le climat des affaires dans la sous-région, à la création d'emplois sous toutes ses formes et à l'extension de la production des biens et services, contribuant à la réduction de la pauvreté.

Achille KAMGA

FINANCES

Ecobank Cameroun, 2^{ème} filiale la plus rentable du groupe

Au 30 septembre 2018, la filiale camerounaise du groupe bancaire panafricain Ecobank Transnational Incorporated a enregistré un bénéfice avant impôts de 17,1 millions de dollars, ce qui représente un résultat net de 16,7 millions de dollars, soit près de 9,3 milliards de francs cfa, révèlent les documents officiels du groupe datés du 23 octobre 2018. Cette performance fait d'Ecobank Cameroun, la 2^{ème} filiale la plus rentable de ce groupe bancaire sur les 18 filiales que compte la zone Centrale, Eastern and Southern Africa (Cesa) ; lesquelles entités ont globalement enregistré un résultat avant impôts estimé à 71,4 millions de dollars, soit environ 41,3 milliards de francs cfa.

Seule la filiale zimbabwéenne d'Ecobank est plus rentable que celle du Cameroun, avec un résultat brut avant impôts de 37,4 millions de dollars (près de 21,5 milliards de francs cfa), soit plus de 50% du bénéfice global avant impôts de l'ensemble des filiales de la zone Cesa. Selon l'architecture managériale d'Ecobank Transnational Incorporated, la zone Cesa regroupe les filiales du groupe au Cameroun, au Tchad, en République centrafricaine, au Congo Brazzaville, au Gabon, en Guinée équatoriale, à Sao Tomé-et-Principe, au Kenya, au Rwanda, au Burundi, en Ouganda, en Tanzanie, au Soudan du Sud, en RD Congo, au Zimbabwe, en Zambie, au Malawi et au Mozambique.

SUPPRESSION PROGRAMMÉE DES COMPTES BANCAIRES

Inquiétude dans les administrations publiques

L'Etat camerounais possède traditionnellement d'importants dépôts auprès des banques, lesquelles ont bâti leurs activités autour de ces ressources quasiment gratuites. C'est ce que révèle une récente étude du Fonds monétaire international (Fmi) sur le Cameroun. Côté passif, indique le Fmi, ces banques pourraient souffrir de la mise en œuvre de l'importante réforme du Compte unique du Trésor (Cut) envisagée par les autorités camerounaises. Et pour cause, la réforme du Cut consiste à transférer au Trésor, tous les comptes détenus par les administrations publiques auprès de banques commerciales, à l'exception des comptes des entreprises publiques. « Le transfert éventuel de ces dépôts dans le Cut privera les banques des revenus d'intérêts substantiels tirés de l'investissement de ces ressources et compliquera également les conditions de liquidité de 10 des 14 banques », présume le Fmi. Qui ajoute que, pour ces raisons, une approche graduelle de l'extension du Cut en collaboration étroite avec la Banque centrale a été choisie et soutenue dans le cadre du programme Facilité élargie de crédit (Fec). Les autorités camerounaises ont alors défini une stratégie pour étendre progressivement la couverture du Cut, en commençant par un recensement de l'ensemble des comptes, la fermeture des comptes dormants, et l'établissement d'un calendrier de fermeture progressive des comptes existants.

Source : investiraucameroun.com

AVIATION CIVILE

La réduction de la pollution préoccupe

C'est l'un des enjeux d'un séminaire ouvert mardi 30 octobre 2018 à Douala, sous l'égide de l'autorité aéronautique du Cameroun (Ccaa en anglais).

Si les spécialistes des questions inhérentes aux bonnes pratiques environnementales s'accordent à dire que le Cameroun n'est pas un Etat pollueur pour ce qui concerne l'aviation civile, il reste constant qu'il est exposé aux conséquences du réchauffement climatique qui chamboule les mœurs sur la planète. C'est dans ce droit fil que se situe l'engagement de l'autorité aéronautique du Cameroun (Ccaa en anglais), sous l'égide de laquelle, s'est ouvert mardi 29 octobre 2018, une session de formation sur le système de compensation et de réduction des émissions de carbone dans l'aviation internationale (Corsia en anglais).

Au moment où le régime de compensation et de réduction de carbone pour l'aviation internationale entre en vigueur sous la supervision technique de l'Organisation de l'aviation civile internationale (Oaci), le 1^{er} janvier 2019, le Cameroun via la Ccaa sert de rampe de lancement d'un séminaire de renforcement des capacités des acteurs venus des pays de la Cemac. Une vingtaine d'employés, issus des autorités aéronautiques en zone Cemac, des compagnies aériennes, sont outillés en matière de Corsia avec en



ligne de mire, la lutte contre les changements climatiques et le progrès souhaité du secteur de l'aviation pour atteindre un objectif commun de croissance nulle des émissions de carbone à compter de 2020.

Réduire les nuisances

Il s'est agi au cours des travaux de Douala, de fournir des rudiments cognitifs nécessaires aux opérateurs aériens afin qu'ils implémentent le Corsia en incluant les conditions du système de suivi de notification et de vérification à mettre en place dès le 1^{er} janvier 2019. Le représentant du directeur général de la Ccaa, Ritzentelar Akkum, par

ailleurs chef de la division transports à la Ccaa, a saisi la balle au bond pour saluer, «les efforts déployés par l'équipe de l'Oaci dans l'optique de faire du Corsia, une réalité». Non sans rappeler qu'au mois de septembre dernier, la Ccaa «a offert une session de trois jours de formation initiale et de travail, au point focal et autres intervenants de la compagnie nationale aérienne, Camair-co, sur le concept du Corsia».

Pour la formation proprement dite, trois experts que sont Jean Marc Bara, instructeur et conseiller auprès de la Dgac, Gilles Bourgeois, chef protection environnementale et standards Transports-

Canada et Pierre Primard, chef du programme Corsia à la Dgac, ont effectué le déplacement de la capitale économique, pour «aider les participants à s'imprégner du Corsia dans l'urgence et le besoin d'augmenter leurs capacités». Etant entendu que «la réduction des nuisances liées aux changements climatiques est une bonne cause qui va permettre de sauver l'humanité d'une déperdition et d'adoucir les conditions de vie de tout être vivant sur la terre», propos de Gilles Bourgeois à l'ouverture des travaux de Douala qui s'étalent sur trois jours.

Alain NJIPOU

INITIATIVE

Des kits scolaires offerts aux élèves du canton Déido

Le don réalisé par Dangoté ciment vise à encourager les enfants scolarisés de ce canton et voler à la rescousse des couches sociales défavorisées.

Cela fait plus d'un mois que le train de l'année scolaire, 2018-2019 a quitté la gare. Cependant la difficile équation de la rentrée scolaire n'est pas encore totalement résolue par les parents qui n'ont pas fini d'acheter les fournitures scolaires. Sans oublier les pensions scolaires à payer. Le coup de pouce de la chefferie du canton Déido avec le soutien de l'entreprise de production de ciment, Dangoté Ciment aux parents et enfants scolarisés de ce canton arrive à juste titre. Ces derniers ont reçu des kits scolaires et des bourses mercredi, 24 octobre 2018, lors de la cérémonie communautaire «back to school» organisée par la chefferie du canton Déido. Cent cinquante enfants de ce canton qui se sont illustrés au cours de l'année scolaire écoulée et ceux issus des couches sociales défavorisées ont bénéficié de ce don. La cérémonie était présidée par sa Majesté James Frédéric Ekwalla, chef du canton Déido en présence du directeur général, de Dangoté ciment, Abdullahi Baba et des parents des heureux bénéficiaires. Lesquels n'ont pas caché leur joie. «C'est une agréable surprise parce qu'on ne s'attendait plus à cela. Nous comptons faire bon usage de ces kits qui nous ont été distribués. Ils nous permettent de bien poursuivre notre année scolaire», se réjouit une bénéficiaire, élève en classe



de terminale. Les tout-petits de la maternelle n'étaient pas en reste. A travers leurs voix fines et insouciantes, ils ont également exprimé leur gratitude à sa majesté, chef du Canton Déido et au directeur général.

Deux allocutions ont marqué cette cérémonie communautaire «Back to school». Le propos du chef du village Bonatonè, responsable de la jeunesse au sein du canton, est allé dans le sens de saluer le geste posé par cette entreprise en l'endroit des fils et filles scolarisés de ce canton qui se sont illustrés au cours de l'année scolaire écoulée. Et ceux issus des couches sociales défavorisées. Non

sans demander à l'entreprise donatrice de renouveler cette initiative. Le directeur général de Dangoté ciment lui emboîtera le pas en rassurant l'auditoire de l'engagement de l'entreprise qu'il dirige à œuvrer en faveur la jeunesse de ce canton, car ils représentent les leaders de demain dira-t-il.

L'année scolaire ainsi amorcée, cette cérémonie boostera à coup sûr les heureux bénéficiaires pour à nouveau mériter lors de la prochaine édition ; ceux qui n'ont pas reçu devront redoubler d'efforts pour en faire partie.

Blanchard BIHEL

INNOVATION

Assurer la révolution de l'énergie intelligente en Afrique

Attribué à Sherry Zameer, vice-président principal en charge de l'Internet des Objets (IdO) pour la région CEI, Moyen-Orient et Afrique chez Gemalto

La capacité de l'Internet des Objets (IdO) à rendre la vie des consommateurs plus confortable est bien documentée. Les **compteurs intelligents** sont un domaine dans lequel l'IdO peut offrir des avantages immédiats et modifier de manière significative la manière dont un foyer ou une société en Afrique gère et garde une trace de sa consommation d'énergie.

Plutôt que de compter sur une estimation de la consommation d'énergie pour calculer les factures, ou visiter physiquement les domiciles des clients pour effectuer des relevés de compteur ; un compteur intelligent permet aux fournisseurs d'énergie d'avoir une vue en temps réel de la consommation d'énergie d'un foyer ou d'une entreprise – conduisant à des facturations plus précises. Les systèmes de comptage intelligent ouvrent également des portes pour une meilleure gestion de la demande et de la fourniture d'énergie. Les services publics peuvent suivre l'énergie qui est stockée et disponible à l'achat pour d'autres acteurs qui en demandent. Les systèmes actuels ne reposent plus uniquement sur les combustibles fossiles, mais également sur les énergies renouvelables, que, de plus en plus de parties produisent et vendent lorsqu'elles ne l'utilisent pas pour leur propre consommation. L'Afrique et le Moyen-Orient sont dorénavant vus comme la prochaine destination pour la mise en œuvre de cette technologie. L'Afrique, en particulier, connaît une forte croissance de sa population, combinée à des économies en pleine croissance dans de nombreux pays. L'électrification est évidemment un facteur clé dans ce genre de développement et, comme avec les autres applications technologiques, l'Afrique est dans une position lui permettant d'adopter immédiatement de nouvelles technologies car elle a peu d'infrastructures existantes.

Les chiffres d'ABI Research soutiennent la perception que l'Afrique commence à sauter dans le train des compteurs intelligents. Les chiffres montrent que les livraisons de compteurs intelligents vers la région Afrique/Moyen-Orient devraient augmenter à un taux de croissance composé annuel de 36,6 % entre 2011 et 2022. Les revenus des sociétés impliquées dans le comptage intelligent devraient augmenter à un niveau équivalent de 35,4 % sur la même période.

La base installée de compteurs intelligents avec des connexions cellulaires augmentera de 29,1 % (Gsm / Gprs) et 71,2 % (Wedka), en partant toutefois d'un niveau très bas. Comme avec n'importe quel dispositif connecté, il y a des considérations de sécurité avec les compteurs intelligents. Et comme les réseaux d'énergie sont des infrastructures nationales essentielles, une protection robuste est primordiale.

Il est évident que le marché des compteurs intelligents devrait croître de manière significative en Afrique à court terme. Plusieurs moteurs du marché expliquent cela, comme la protection contre le vol et des revenus, les taux d'urbanisation en hausse et des opérations optimisées. Avec cette hausse, découle le besoin pour les gouvernements de comprendre la sécurité de bout en bout de l'écosystème de l'énergie intelligente et des solutions dédiées disponibles qui fournissent des clés cryptées et un stockage des clés renforcés dans les compteurs intelligents – dès les étapes de fabrication, ainsi que tout au long du cycle de vie des compteurs intelligents.

M.S.

FIBROME UTÉRIN

Les défrisants capillaires comme facteur de risques

Les dangers du défrisage remis à l'ordre du jour. Les brûlures auxquelles on s'expose pendant le défrisage seraient à l'origine des fibromes utérins chez les femmes noires.

En mars 2012, une étude menée sur 24 000 femmes par des chercheurs en épidémiologie de Boston paraît dans le « American Journal of Epidemiology ». Celle-ci établit une corrélation entre l'usage de ces produits et l'apparition des fibromes. Notamment, le fibrome utérin ou léiomyome. Il s'agit d'une « tumeur bénigne qui se développe au niveau de la paroi de l'utérus. Bien que souvent asymptomatique, il peut entraîner des douleurs, des règles abondantes et des troubles de la fertilité chez certaines femmes » (https://www.gynandco.be), voire une ablation totale ou partielle de l'utérus. Les femmes noires sont deux fois plus touchées que les autres.

L'étude américaine suscitée, soulève l'hypothèse selon laquelle les produits défrisants augmentent les risques de léiomyomes utérins. En effet, plus de 24 000 femmes noires américaines âgées de 35 ans en moyenne (20-70 ans) ont été suivies pendant plus de 10 ans. 94%

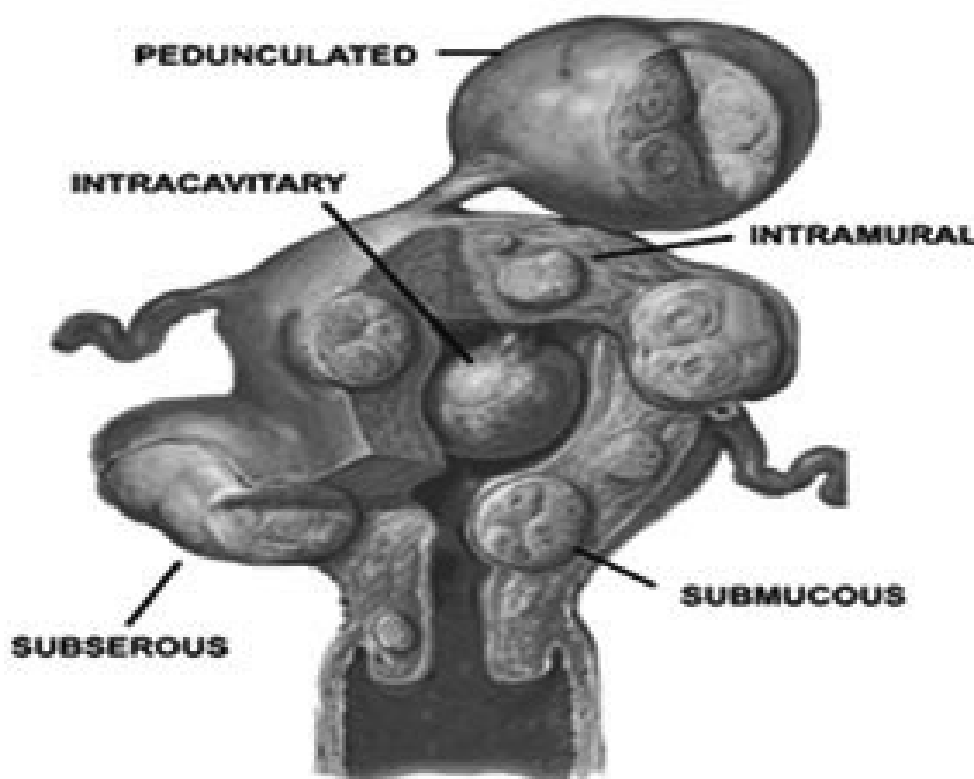
d'entre elles utilisaient des défrisants, dont 33% plus de sept fois par an et 9% une à deux fois par an. Environ 7000 léiomyomes ont été diagnostiqués, l'âge de début de l'utilisation des défrisants ne semblant pas jouer de rôle. En revanche, le risque de tumeur augmente proportionnellement à la fréquence et à la durée d'utilisation de ces produits, avec un risque accru – de 20% environ – en cas d'utilisation plus de sept fois par an.

Le risque dépend également du nombre de brûlure du cuir chevelure. La présence des phtalates

dans ces produits pourraient en être la cause. Pour les spécialistes, les phtalates sont des perturbateurs endocriniens, c'est-à-dire des éléments chimiques qui imitent certaines cellules de notre corps en envoyant des signaux erronés et provoquent la puberté précoce chez les filles ou la stérilité chez les hommes. Ces perturbateurs endocriniens sont la cause de beaucoup de cancers. Cette sortie a suscité de nombreux débats qui se poursuivent encore aujourd'hui d'autant plus que les femmes n'ont pas cessé pour autant d'utiliser les défrisants capillaires pour rendre les cheveux crépus plus lisses.

Pour Flore K. « les défrisants sont une astuce de beauté. Mes cheveux sont plus lisses et par conséquent faciles à coiffer », argumente cette dernière. C'est pour les mêmes raisons qu'Ange, coiffeuse, recommande les défrisants à ses clientes. Le risque sanitaire n'est pas leur priorité pour l'instant. Sur la toile, le débat est ouvert et les arguments pour ou contre fusent sans que pour autant le sujet soit tranché.

Nadège Christelle BOWA



DIDIER DEMASSOSSO

« L'esclavage et la colonisation ont traumatisé l'homme africain »

En dépit du risque sanitaire auquel elles s'exposent en utilisant les défrisants, malgré la douleur endurée pendant la pose de ces produits, les femmes continuent de se défriser Didier Demassosso, psychologue clinicien qui s'intéresse au comportement, donne dans cet entretien quelques explications

Pourquoi est-ce que les femmes noires utilisent des défrisants ?

Il s'agit pour ces femmes noires de ressembler aux femmes blanches. Il est un fait scientifique que l'esclavage et la colonisation ont traumatisé l'homme africain. Le mot « traumatiser » est très juste. Car, il implique une véritable désorganisation profonde de la pensée, des sentiments et des comportements. L'identification à l'agresseur est une stratégie de « coping » que des sujets traumatisés utilisent pour vivre avec leurs souffrances mentales. Avoir les cheveux des blanches par le défrisage est indicateur de ce traumatisme transgénérationnel.

En quoi cela renvoie-t-il à un



trouble d'identité culturelle ?

Les effets d'un traumatisme peuvent s'étaler sur des générations. Les Africains de la période de l'esclavage et de la colonisation ont donné naissance à des êtres qui ne peuvent plus s'identifier à leurs ancêtres. Parce que la culture est aussi liée au sentiment d'appartenance, ce sentiment a été troublé par ces « événements traumatiques ».

Que dire de la dépigmentation de la peau ?

La dépigmentation de la peau est un autre indicateur des effets trans-géné-

rationnels de l'esclavage sur l'homme africain moderne. Il indique un mal-être en soi-même. Cependant, beaucoup ignorent l'impact des produits de beauté sur la santé physique et de surcroît, ce que cache véritablement leur utilisation.

En quoi ce comportement interpelle-t-il la psychologie ?

La psychologie est une science. Elle a de ce fait, un objet d'étude qui est le comportement et les processus mentaux. Cette science a aussi des méthodes et des théories pour expliquer les phénomènes. La psychologie clinique et la psychologie sociale sont des branches de la psychologie qui en tant que sciences peuvent permettre de comprendre, expliquer des phénomènes et même les prédire. Il est donc important que la science puisse permettre la résolution des problèmes de la société. La psychologie clinique de ce fait permet d'aider à un regain de confiance en soi par la compréhension du fonctionnement des processus inconscients et conscients - individuels ou de groupes - qui organisent la vie en société.

Propos recueillis
Nadège Christelle BOWA

PLANÈTE VIVANTE 2018

Le contenu des assiettes est une cause du déclin de la planète

Le rapport « Living Planet 2018 » de Wwf publié ce mardi 30 octobre 2018 tire la sonnette d'alarme et appelle à une synergie d'actions pour inverser la tendance. Et donner à la planète terre, une nouvelle chance de renaitre.

« Il y a feu en la demeure ! On ne peut se développer en se suicidant ». Laurent Some, directeur Wwf-Afrique est clair. C'était lors de la cérémonie de lancement du « Rapport Planète vivante 2018 », le mardi 30 octobre 2018 à Yaoundé. D'après ce rapport qui dresse un tableau préoccupant de l'impact de l'activité humaine sur la faune, les forêts, les océans, les rivières et le climat, le déclin rapide de la nature n'a rien de naturel. En effet, « à cause de l'humanité et de notre façon de nous alimenter, de soutenir et de financer nos sociétés et nos économies, la nature et les services qui nous nourrissent et nous font vivre courent à leur perte », révèlent les auteurs. D'après l'Indice planète vivante (Ipv), un des indicateurs fournis par la Société Zoologique de Londres (Zsl), l'effectif des populations d'espèces de vertébrés a, en moyenne, diminué de 60% en environ 40 ans.

« Cette diminution de la biodiversité de 1970 à 2014 est due au fait que la population augmente et ses besoins aussi. Malheureusement, la superficie de la terre reste fixe. Le Cameroun par exemple a une superficie fixe mais notre population augmente. De même que les besoins des populations », commente Dr Hanson Njiforti, Directeur du WWF au Cameroun. Selon lui, « Il faut vraiment faire attention. Car, d'ici 2050, la population mondiale va tripler. Au Cameroun, peut-être on sera à 60 millions. Il faudra qu'on gère toute cette population avec des ressources fixes », prévient-il. La surexploitation et l'agriculture, toutes deux liées à une consommation humaine de plus en plus importante sont les facteurs de perte de la biodiversité. Pour les experts, la consommation humaine incontrôlée compromet gravement la capacité de la nature à alimenter et à maintenir nos vies, nos sociétés et nos économies. Au niveau mondial, la nature fournit à l'humanité, des services d'une valeur d'environ 125 billions de dollars américains par an.

En raison de l'interconnexion entre la santé de la nature, le bien-être des populations et l'avenir de la planète, Wwf dans ce rapport appelle la communauté internationale à s'unir pour arriver à un accord mondial pour la nature et les peuples afin d'inverser la tendance à la perte de la biodiversité. « L'extrapolation confirme le déclin. Mais il faut être optimiste. Car, il est possible de renverser la tendance. L'augmentation de la population des grouilles, des pandas, de la baleine à bosse en sont des exemples. Mais pour ce faire, il faut une volonté politique au sens large du terme », observe Marc Languy directeur régional adjoint en charge des pays de l'Afrique Centrale. Face à cette « augmentation de toutes les pressions », pour emprunter à Paul N'Goran Kouame, Coordonnateur régional du Programme de Biomonitoring en Afrique centrale, « il est important que les recommandations contenues dans ce rapport soient traduites dans les actes de vie quotidienne », souhaite Laurent Some.

Nadège Christelle BOWA

Hommage à William Aurélien Eteki Mboumoua

PR MARCELIN VOUNDA ETOA*

26 octobre 2016-26 octobre 2018 : il y a deux ans disparaissait William Aurélien Eteki Mboumoua, le père de l'institution scolaire et universitaire du Cameroun indépendants, l'un de nos Prométhées !

Introduction

Le Cameroun est régulièrement secoué de crises identitaires et communautaires qui s'expliquent en partie par l'absence de mythe fondateur de notre Etat. Chaque peuple a pourtant besoin de dire ses origines pour se sentir soudé par la même histoire et se croire un destin singulier. Les communautés humaines les plus homogènes ne le sont pas de façon « naturelle » ; avant de partager des valeurs et de les défendre, le cas échéant au prix de leur sang, elles partagent le même imaginaire et poursuivent le même rêve. Bien qu'il soit un récit imaginaire, le mythe des origines, le mythe fondateur est donc « vrai » parce que les communautés, les nations en ont besoin pour vivre, pour expliquer et justifier leur être au monde.

Prométhée est ainsi présenté dans la mythologie grecque comme le père de la modernité, lui qui, jugeant qu'il était indispensable que les hommes aient à leur disposition le feu pour utiliser au mieux les arts et les techniques, alla le voler aux dieux. Les figures de Vercingétorix et de Jeanne d'Arc symbolisent, en Hexagone, les qualités des Français dont la principale serait l'héroïsme. Aux USA, le mythe fondateur est celui de la fuite par les colons anglais d'un roi oppresseur vers une « terre promise » ; sur la base de ce mythe, l'extermination des Amérindiens leur apparaissait donc légitime. Pour les besoins de la cause, la Suisse est allée jusqu'à s'inventer un mythe fondateur en empruntant son héros national, Guillaume Tell, à une œuvre littéraire de Schiller. Le Cameroun actuel a lui aussi ses mythes des origines et ses héros fondateurs. William Aurélien Eteki Mboumoua est l'un d'eux. Il est l'un de nos Prométhées, pour avoir été, au lendemain de l'indépendance, le « Ministre de l'Education nationale, de la jeunesse et des sports, de la culture ». Notre pays lui doit d'avoir, au prix de sacrifices et de périls divers, arraché aux Colons le feu sacré de la science au profit de ses compatriotes. En effet, c'est grâce à lui et sur les fondements qu'il a posés que notre pays a accédé à la modernité, la maîtrise de la science, de la technique et des arts par l'institution de l'école. Le parcours du fils de Bonadibong est étonnement res-



semblant à celui de Prométhée. Comme le personnage mythologique auprès d'Athéna, la déesse de la sagesse, tout commence pour Eteki Mboumoua par la formation. Comme Prométhée, puni par un Zeus de son acte téméraire, les actions de William Eteki Mboumoua lui valurent les représailles des Colons français, sans pour autant ébranler ses convictions ou le faire fléchir. Comme Prométhée dont le nom signifie « celui qui réfléchit avant d'agir », les actions du Secrétaire Général de l'Organisation de l'unité africaine (1974-1978) furent d'autant efficaces qu'elles reposaient sur une réflexion profonde, consignée dans trois ouvrages parus aux éditions CLE de Yaoundé, respectivement en 1970, 1974 et 2009.

Voici donc l'histoire du préfet des régions du Nkam et de la Sanaga Maritime, du Ministre de l'Education nationale, de la Jeunesse et des sports et de la culture, du 1^{er} Chancelier de l'université de Yaoundé, du Conseiller Spécial du Président de la République, du Ministre chargé de Mission auprès du Président de la République, du Ministre des Affaires étrangères, du Membre du Conseil Exécutif de l'Unesco, du Président de la 15^{ème} session de la Conférence Générale de l'Unesco... Voici l'histoire de William Aurélien Eteki Mboumoua, l'un de nos Prométhées !

I-Formé à bonne école, comme Prométhée auprès d'Athéna

Lors de la veillée funèbre organisée en sa mémoire le 24.11.16 à la Croix Rouge Camerounaise à Yaoundé, le Général Pierre Semengue a salué le génie précoce d'Eteki Mboumoua qui fut major national au concours de bourse pour la France. Le jeune élève qui ira poursuivre ses études secondaires en Hexagone est donc, à 14 ans seulement, une légende nationale. Il poursuivra avec panache ses études secondaires jusqu'au Baccalauréat qu'il obtient en

1951.

Orienté vers la médecine pour ses études supérieures sur la base de ses notes de classe, le jeune étudiant choisira plutôt d'étudier le droit. La médecine n'étant pas une discipline contiguë au droit, le passage aisé de l'une à l'autre donne la mesure des capacités intellectuelles du jeune Eteki Mboumoua. Transfuge de la médecine, le jeune étudiant en droit donnait également, par son choix, la mesure de sa force de conviction, puisqu'il perdit le bénéfice de sa bourse française pour cause de changement de filière de formation. Cette vocation de juriste, poursuivie de façon déterminée, était sûrement motivée par le sens de la justice sociale qui, très tôt, l'habitait déjà. Signe du destin, après la perte de sa bourse d'étude, Eteki Mboumoua fut providentiellement adopté par un de ses enseignants dont la prodigalité compensa la perte de la bourse.

Brillamment reçu en 1953 au concours d'entrée à l'Ecole nationale d'Administration de la France d'Outre-mer, il en sortit trois ans plus tard auréolé de son diplôme de fin de formation, obtenu concomitamment avec une licence en droit et sciences politiques. Administrateur formé à bonne école, juriste ouvert à la science politique, homme de culture, notre Prométhée fut tout cela à la fois.

Aussi bien formé que Prométhée auprès d'Athéna, la déesse de la sagesse qui lui avait enseigné un ensemble de disciplines techniques et artistiques, W. A. Eteki Mboumoua, lorsqu'il décide de rentrer au Cameroun, au terme de ses études, est humainement et intellectuellement aguerri pour apporter sa contribution à l'invention d'un pays, le Cameroun, qui ne va plus tarder à accéder à la souveraineté. A aucun moment, le diplôme d'« Administrateur de la France d'Outre-mer » dont il était auréolé n'avait suscité la moindre équivoque dans son esprit : fils du

Cameroun, il était, fils du Cameroun et jaloux de sa culture il resterait. L'appel du bercail résonnait en lui comme une urgente et impérieuse nécessité patriotique. « *Il se posait pour moi, confesse-t-il, le devoir de rentrer dans mon pays et participer à l'éclosion d'une nation indépendante* ».

II- Eteki Mboumoua et la domestication du « feu sacré » de la science et de la technique

Alors qu'il n'avait que 29 ans, William Aurélien Eteki Mboumoua fut nommé par le président Amadou Ahidjo à la tête du « *Ministre de l'Education nationale, de la jeunesse et des sports, de la culture* ». Au regard de la nomenclature actuelle du gouvernement, il cumulait six ministères en un seul portefeuille : l'Education de base, les Enseignements secondaires, l'Enseignement supérieur, la Jeunesse et l'éducation civique, les Sports et l'éducation physique et le ministère des Arts et de la culture. Tout ce qui touchait à la formation intellectuelle de la jeunesse et à la construction de notre identité culturelle était donc de sa compétence et portera sa marque de fabrique. C'est sur les fondements qu'il a posés que les institutions de formation de la jeunesse camerounaise de la base au sommet et celles de promotion des arts et de la culture seront édifiées par la suite.

La forme originale du bilinguisme qu'il avait conçu pour « *accompagner la démarche de consolidation et de concrétisation de l'unification au Cameroun* » s'est depuis longtemps, malheureusement, gravement altérée. Tel qu'il l'avait envisagé, le bilinguisme français/anglais ne consistait ni en une juxtaposition de ces deux langues, ni en la supplantation de l'une par l'autre mais en leur jumelage harmonieux. Les lycées bilingues dont il est le concepteur devaient être les laboratoires d'expérimentation de cette pratique linguistique. Le Camerounais bilingue, tel qu'il l'avait imaginé, ne se contenterait donc pas de comprendre une des deux langues officielles et de pratiquer l'autre mais devait avoir la même aisance en français et en anglais. Ce sont les individus qui devaient être bilingues et non l'Etat comme cela semble être le cas en ce moment.

Visionnaire et infatigable ministre de l'éducation, il parcourait le pays malgré son enclavement qu'on peut imaginer à cette époque-là, présidant personnellement les cérémonies de distribution des prix. Pour lui, l'éducation, « *considérée comme le cœur même du développement* », devait être fondée sur les valeurs et la cultu-

ION

Aurélien Eteki Mboumoua

re nationales. Pour lui, le développement n'était pas « *unidimensionnellement économique et mimétisme infantile* [de l'Occident mais] *avant tout la possibilité pour une population, à travers une transformation de sa culture, de reprendre le contrôle de sa destinée* »

Après avoir mis en place un système d'enseignement secondaire viable, il se préoccupa immédiatement de l'enseignement supérieur - Il n'est pas banal de relever que malgré sa longue présence sur le sol camerounais, le Colonisateur n'en avait pas envisagé le projet, au moins jusque-là -. Sa vision était claire : « *Conduire les plus méritants vers les études supérieures, vers l'université qui offre la possibilité d'acquérir un jugement mûr, c'est la priorité suprême et fondamentale de l'Etat. D'où découle comme conséquence logique, que nous devons avoir à cœur d'instituer l'université* ».

A la fois maître d'ouvrage, architecte et maître d'œuvre, William Aurélien Eteki Mboumoua est donc le père de l'institution universitaire au Cameroun. L'ouvrage biographique de Guy Ernest Sanga (*W.E. Eteki Mboumoua, grand Commis de l'Etat et Diplomate*, Douala, Editions Veritas, 2012) foisonne de détails sur les batailles titanesques au terme desquelles notre Prométhée obtint d'Amadou Ahidjo, le président de la République, l'autorisation de créer l'université fédérale du Cameroun. Eteki Mboumoua insista pour que cette université fût une institution originale plutôt que la pâle copie des universités françaises, comme le souhaitaient les responsables de la coopération française de l'époque ; notre Prométhée dut courageusement leur tenir tête pour faire prévaloir ses idées. C'est ainsi que furent créées les trois premières facultés (droit, lettres et sciences) par lesquelles fut inaugurée l'université fédérale du Cameroun en 1962. L'Ecole normale supérieure (Ens), le Centre universitaire des sciences de la sante (Cuss) ainsi que l'embryon de l'Ensa sont également à mettre à son actif.

Mais comme Prométhée puni de sa témérité par Zeus -Il fut condamné à voir son foie mangé par l'aigle de Caucase -, les actions du futur membre du Conseil d'Administration du Fonds International pour la promotion de la culture de l'Unesco (1983) visant la domestication de la science et de la technique par les Camerounais lui valurent de redoutables représailles de la part des Colons qui, en 1968, obtinrent du président Amadou Ahidjo la sortie du gouvernement d'un ministre qui osait courageusement affirmer que « *L'assistance technique est une justification de*

la décolonisation ». L'incident de trop, celui qui provoqua le courroux de Francis Huré, alors ambassadeur de France à Yaoundé, eut lieu en 1967 au Lycée Leclerc où, venu présider la cérémonie d'au revoir au provincial Jean-Marie Bedoussac, le ministre Eteki Mboumoua, après avoir rappelé aux coopérants français le sérieux qui devait les caractériser pendant leur séjour professionnel au Cameroun, insista pour que l'enseignement des œuvres des penseurs africains fut intégré dans les programmes.

III-Comme Prométhée, la réflexion avant l'action

A la différence d'Epiméthée, « *celui qui réfléchit après coup* », le nom « Prométhée » signifie « *celui qui réfléchit avant d'agir* ». Dans un rapport adressé à sa hiérarchie et repris dans l'ouvrage biographique de Sanga, un évaluateur de l'Unesco de notre système scolaire déclarait que « *M. Eteki Mboumoua frappe par la justesse de ses vues et l'assurance de son jugement [...] ses vues sont saines* », concluait le malgache Rakomotomalala. Quoi de plus normal pour ce technocrate doublé d'un intellectuel africain à l'esprit vif et à la culture encyclopédique, auteur de trois essais remarquables sur l'humanisme et la culture. Parus chez le même éditeur, CLE (Centre de littérature évangélique) : *Un certain humanisme*, (1970) ; *Démocratiser la culture* (1974) et *Le Pouvoir de l'humanité. Un certain humanisme*, t.2 (2009) sont trois essais décomplexés, portés par un souffle vivifiant, qui revendiquent le droit de toutes les cultures et le droit de tous à la culture. Leur auteur y appelle de tous ses vœux l'instauration d'un humanisme universel que met à mal la civilisation actuelle caractérisée par la volonté de la Domination et l'accumulation compulsive de l'Avoir.

Publiés dans la prestigieuse collection « *Point de vue* » de CLE, les deux premiers essais du Camerounais côtoient ceux de brillants jeunes intellectuels africains d'alors : le congolais Jean Pierre Makouta Mboukou, ses célèbres compatriotes, Marcien Towa, Jean Marc Ela, Ebénézer Njoh Mouelle et même celui d'un chef d'Etat en fonction, Julius Nyerere de Tanzanie. La pensée de William Aurélien Eteki Mboumoua telle qu'elle est exprimée dans ces essais est caractérisée par cinq éléments structurants :

1-l'étendue de la culture sur laquelle elle repose.

Il a lu tous les contempteurs idéologiques de sa race autant que ses défenseurs. Césaire, Fanon, Cheick Anta Diop, etc. lui sont familiers. Il connaît dans la nuan-

ce toutes les formes sous lesquelles la culture se décline : littérature, musique, peinture, sculpture, cinéma arts de la scène, etc.

2-sa profondeur archéologique.

Quel que soit le concept qu'il analyse, le thème qu'il aborde, il en reconstitue le linéament pour élucider les formes modernes et contemporaines selon lesquels il s'exprime). A titre d'illustration, cherche-t-il les voies et moyens d'atteindre l'humanisme universel qu'il appelle de ses vœux, il commence par en inventorier de façon quasi exhaustive les formes historiques : assyro-babylonienne, perse ou caucasienne, grecque (spartiate et ionienne), méditerranéenne et égyptienne....

3-Son encrage endogène et son militantisme lucide.

S'il revendique pour l'Afrique le Droit de faire valoir ses cultures, il n'en est pas non plus un nostalgique forcené et aveugle. Une autocritique lucide et sans complaisance lui semble être le préalable à une revalorisation des cultures africaines. Lecteur de Fanon, il n'exclut pas que la recherche de la libération de l'oppression prenne la forme de la lutte armée.

4-Son avant-gardisme. Il entrevoit déjà avec le Dr Fulchignoni qu'il cite dans son essai de 1974 la place centrale que l'informatique et la cybernétique vont occuper dans la vie de « l'homme de demain ». Ses essais foisonnent aussi de projections sur les moyens d'adapter certains aspects de la culture africaine à la modernité.

5-Son humanisme. L'humanisme est le mot-clé de deux de ses trois essais. Sa réflexion sur ce thème a pour unique objet la recherche d'une forme universelle d'humanisme. Il s'agit d'un humanisme fondé sur un double socle : le socle du refus et celui de la culture de l'Etre :

a-Le socle du refus.

Philosophe, il affirme que les hommes, indépendamment de leurs races, de leurs valeurs, de leurs croyances, de leurs époques et du point du globe où ils se trouvent ont les mêmes aspirations. Dès lors tout ce qui contrarie ces aspirations leur inspire un refus catégorique. Les cinq refus de l'Homme sont donc :

- a.1-le refus de la souffrance
- a.2-le refus de la mort
- a.3- le refus de l'indignité
- a.4-le refus de la misère
- a.5- le refus de la solitude

b-Le socle de l'exaltation de la culture de l'Etre plutôt que celle de l'Avoir.

Eteki Mboumoua affirme que « la culture de l'Avoir met

l'homme en danger de disparition » tandis que « la civilisation de l'Etre est confraternelle, conviviale, métaphysique ». La culture de l'Avoir se traduit par une accumulation compulsive et éhontée. Elle est la cause principale de toutes les crises mondiales. Elle vise la domination et elle a pour conséquence la déshumanisation de l'Homme.

Tout l'engagement du Président de la Croix-Rouge camerounaise (depuis 1988) dans l'humanitaire a ainsi consisté à combattre la racine de ce mal multiséculaire en prêchant le retour à la culture de l'Etre, en œuvrant pour l'avènement d'une société mondiale de la convivialité.

Conclusion : le secret de sa réussite d'Eteki Mboumoua

Tel est donc notre Prométhée, esprit brillant, bien formé, penseur profond et homme d'action courageux, décomplexé vis-à-vis des dieux coloniaux à qui il a arraché le feu de la science et de la technique au profit de son pays le Cameroun, au profit de son continent dont il a accompagné la sortie de la nuit de l'ignorance par son action décisive pour le développement de l'éducation lors de son passage à l'Unesco et des fers de la domination coloniale comme secrétaire général de l'Oua, entre 1974 et 1978, période des luttes d'indépendance des anciennes colonies portugaises.

Son action courageuse, sa pensée vigoureuse, William Aurélien Eteki Mboumoua en donne discrètement et pudiquement le secret de la source dans ses ouvrages ; ce secret est double : c'est l'amour et la foi. L'amour dont il s'est sustenté tout le long de sa vie, l'amour qui l'a rendu capable des exploits légendaires qu'il a accomplis, c'est celui des dédicataires de ses essais : Bessi Naïmi Yvette, son épouse ; Katia et Stéphane, ses enfants ; Paul Emmanuel et Tiffany, ses petits-enfants de chair.

La foi dont se sont nourries très tôt ses convictions d'homme d'action, de Préfet, de Ministre, de Secrétaire général de l'Oua, de Président de la Croix Rouge Camerounaise est une foi sans équivoque et sans syncrétisme : c'est la foi au Dieu de Jésus Christ. « *C'est à Edéa, confesse-t-il, que j'ai appris que Dieu doit être présent dans nos vies et que nous devons parler plus souvent de Dieu et à Dieu. Non pas à un dieu quelconque, mais à ce Dieu qui a parlé sur le Sinaï ; à ce Dieu dont nous reconnaissons le visage dans l'amour poussé jusqu'au bout en Jésus Christ crucifié et ressuscité* ».

Tel est William Aurélien Eteki Mboumoua ! Notre Prométhée !

*Editeur et critique littéraire
Université de Yaoundé

Scènes

Le Ngondo cherche 1 milliard Fcfa pour son siège

C'est entre autres annonce faite ce dimanche 28 octobre 2018 à la salle des fêtes d'Akwa lors de son Assemblée générale.

1 milliards 525 millions 871 mille Fcfa. C'est le montant que le Ngondo doit verser pour la construction de son siège sis au pont Joss à Bonanjo dans l'arrondissement de Douala 1^{er}. Soit 25% du montant total estimé à 6 milliards 10 millions 487 mille Fcfa. La communauté urbaine de Douala (Cud) par la voix du délégué du gouvernement, Dr Fritz Ntonè Ntonè a déclaré lors de cette assise que l'institution dont il a la charge supportera 75% des dépenses ; soit 4 milliards 567 millions 615 mille Fcfa. Une nouvelle qui a valu des acclamations et des réjouissances dans l'assistance. Une joie de courte durée cependant. Parce que sur les 1 milliard et demi que le ngondo doit supporter, il n'a produit jusqu'ici que 1 million 500 Fcfa. Et pour cause, le manque de volonté. C'est pour cela que le président en exercice, sa majesté Madiba Songue a exhorté la commission en charge de ce volet à «trouver d'autres formules de recherche des fonds pour la construction de la maison de la culture du peuple sawa».



La Smid

Lors de cette Assemblée générale, Le chef du canton Bakoko de Japoma et président en exercice du Ngondo a présenté son plan d'action qui entre

en vigueur dès janvier 2019. Il dit avoir constaté une rupture dans la transmission des valeurs entre les jeunes et le Ngondo. Tenez par exemple : «notre chef tamtam est décédé il ya deux ans. Il n'a pas vraiment

transmis ce bel héritage. Nous voulons aussi rapprocher les jeunes du Ngondo», soutient sa majesté Madiba Songue. Il envisage aussi créer une commission de dot et de veuvage au sein de la communauté Sawa parce que dit-il, c'est un problème social sérieux. Tout comme la protection de l'environnement et de la nature qui interpelle autant le peuple Sawa que la population camerounaise. Le nouveau président entrevoit détacher la tradition de la gestion du ngondo qu'il conçoit comme une société de droit privé. Il faudra aussi réfléchir sur l'exploitation future du site en construction car «sans argent, on ne peut rien», affirme sa Majesté.

Il s'est aussi agi lors de cette Assemblée générale du bilan financier de la dernière édition du Ngondo. En 2017, il a enregistré comme entrée 180 millions 643 mille 786 Fcfa, a fait des dépenses de 149 millions 782 mille 590 Fcfa. Reste en caisse, 30 millions 856 mille 185 Fcfa. Le Ngondo affirme avoir investi à la Smid, 50 millions Fcfa et a obtenu une place au Conseil d'administration de la société métropolitaine d'investissement de Douala. Le ngondo 2018 s'ouvre ce mardi par une conférence de presse.

Adeline TCHOUAKAK

Avant scènes

Le Festival Quartier Sud se déploie à Douala

Le festival des musiques de l'oralité s'ouvre ce mercredi 31 octobre 2018 au Jourdain à la cité sic dans le 5^{ème} arrondissement de la capitale économique du Cameroun.

C'est un rendez-vous très attendu des amoureux des musiques du monde, des contes et danses contemporaines. Cette 6^{ème} édition a pour thème : «l'environnement de l'éducation et l'éducation à l'environnement». Une thématique qui s'implémentera pendant les 4 jours du festival à travers les activités au programme. Entre autres, des spectacles de musique, de conte, des ateliers-conférences, expositions photos, sensibilisation sous forme artistique dans les établissements scolaires, etc.

Environ 3000 personnes sont attendues à ce grand rencard culturel. Sur la scène ouverte du 31 octobre à la



cité sic, elles pourront découvrir une dizaine d'artistes locaux en création comme Laro Njoh, Léonie Langa, Stéphane Akam, Myria Bika'a Jack de la Teci, Roger Betong, Ady Tchouakak, Marsi Essomba, Projet Zaa et

Sadrack Pondi. A l'institut français du Cameroun de Douala le même jour, Ondo L'afrikain et Cie Ringa'ana offriront des spectacles de conte. Quartier Sud c'est aussi des danses, percussions, Slam, poésie et perfor-

mances avec le groupe Mahol ; Cie les Cauris, Boogy dance, Neverdie, Jimmy le slammeur, etc. le 1^{er} novembre à la cité sic.

L'édition 2018 de Quartier sud c'est surtout des shows de haute facture avec des

noms bien connus de la scène nationale et internationale. Ils partageront leur passion sur le podium de l'Institut français du Cameroun de Douala les 2 et 3 novembre. Au programme, Trio Apa du Cameroun, Jacob Diboum de la France et Armand Biyag du Cameroun. Pour clôturer, Clara Lou de la France, Papy Anza, Bibiane Sadey et Gaëlle Wondje du Cameroun.

Une colossale organisation faite selon ses promoteurs, avec le cœur et la passion. Calvin Yug, son promoteur s'indigne de ces annonceurs qui malgré toutes les démarches n'ont pas toujours compris leur démarche. L'équipe à Yvette Bassega et Serges Epoh ne désespère pour autant pas. Elle croit dur comme fer qu'un jour, les annonceurs et bailleurs de fonds adhéreront pour donner à ce festival l'éclat qu'il mérite.

Adeline TCHOUAKAK

CARNET NOIR

Géo William Masso s'en est allé

L'artiste est décédé hier des suites d'une maladie à Douala.

La famille des artistes Camerounais est en deuil. Les mélomanes viennent de perdre l'un des piliers du Makossa qui s'en est allé, laissant derrière lui des mélomanes sans voix. L'artiste Géo William Masso s'est éteint hier à

Douala. La nouvelle de son décès s'est répandue telle une traînée de poudre.

L'auteur de «A Muto» (extrait de son premier album sorti en 1983) était « dans le coma», affirme un proche de la famille, de retour de l'hôpital militaire à Douala, où l'artiste de 67 ans qui continuait de jouer de son charme avait été interné.

Il faut dire que la musique et les mélodies de Geo Masso (Masso Mpressa Geoffroy William, à l'état civil) ont fait danser plusieurs générations de mélomanes. « Géo William Masso s'en est allé... Célébrons-le, car il nous a bercé avec ses belles mélodies », confie un fan.

ALGÉRIE

Abdelaziz Bouteflika candidat en 2019, selon le chef du FLN

« Le candidat du FLN en 2019, c'est Abdelaziz Bouteflika », a affirmé ce dimanche le secrétaire général du parti majoritaire et historique du pays, Djamel Ould Abbès, qui s'exprimait devant le Parlement algérien, à l'occasion de l'investiture du nouveau chef de groupe FLN à l'Assemblée. Le président Bouteflika, au pouvoir depuis 1999, briguerait donc un cinquième mandat.

Djamel Ould Abbès, le secrétaire général du FLN, était face aux députés de son parti ce dimanche, pour l'investiture du nouveau chef de groupe parlementaire. Dans son discours, il a déclaré : « *Au FLN, nous n'avons qu'un choix. Le candidat en 2019, c'est Abdelaziz Bouteflika* ». Il a ensuite été longuement applaudi.

Djamel Ould Abbès avait déjà affirmé au mois de juillet que tous les militants souhaitaient que le président se présente au nouveau pour un cinquième mandat.

Un député de l'opposition, joint par



RFI, estime que cette déclaration est un signal pour mobiliser les forces politiques favorables au pouvoir. Pour les politologues du pays, il y a peu de doute sur un mandat supplémentaire : il aura lieu si le président de 81 ans, qui souffre des séquelles d'un AVC survenu en 2013, est toujours en vie lors de l'élection.

En 2014, c'est le Premier ministre de

l'époque, Abdelmalek Sellal, qui avait annoncé la candidature du président. Mais cette annonce n'était arrivée qu'au mois de février. Abdelaziz Bouteflika avait été réélu avec plus de 81% des voix.

Une annonce qui intervient à un moment de crise au Parlement

Afficher son soutien inconditionnel au président de la République. Depuis des mois, le secrétaire général du FLN, Djamel Ould Abbès, répète qu'il considère que le bilan d'Abdelaziz Bouteflika est très positif, que malgré ses problèmes de santé, c'est bien lui qui gouverne le pays, et qu'il souhaite que le président soit encore candidat. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'annonce faite ce dimanche.

Mais, alors que la crise au Parlement dure depuis plusieurs semaines, et que le président de l'Assemblée nationale s'est vu déchoir de ses responsabilités, en dehors de tout cadre légal, et malgré son appartenance à la majorité, l'annonce du chef du FLN est aussi un indice de plus sur le climat de tension en cette époque de succession.

L'affaire de la cocaïne du port d'Oran, la mise en détention de plusieurs généraux et les destitutions de hauts cadres sécuritaires, considérés comme proches du président Bouteflika, semblent montrer que les règles ont changé et qu'il faut désormais montrer une loyauté à toute épreuve si l'on veut faire partie du scénario de la succession.

Rfi

ATTENTAT EN TUNISIE

Un acte rappelant la réalité de la menace terroriste

Une femme kamikaze est morte lundi 29 octobre après avoir visé une patrouille de police au cœur de Tunis. Quinze policiers et cinq civils ont été blessés dans un acte qui vient rappeler au pays la réalité de la menace terroriste.

C'est la première fois qu'une femme kamikaze se fait exploser en Tunisie et le premier attentat sur la très symbolique avenue Bourguiba. L'artère principale de Tunis, pourtant quadrillée par les forces policières, est encore ce mardi matin interdite à la circulation.

En déclenchant la charge explosive qu'elle portait sur elle contre une patrouille de police, une femme de Mahdia, qui aurait fêté aujourd'hui ses trente ans, a ravivé des démons que le pays croyait enfouis.

Le président de la République n'a pas hésité à parler de tragédie, reconnaissant un raté dans la lutte antiterroriste. « *Nous avons cru avoir éradiqué le terrorisme*, a déclaré Beji Caïd Essebsi, mais, a-t-il ajouté, *ce terrorisme est toujours présent au cœur de la capitale*. »

Depuis 2015, année des attentats de Sousse, du Bardo et de Tunis, qui ont fait plus de 70 morts, le pays pensait en avoir fini avec les attentats. Certes en juillet, six membres de la garde nationale



sont morts lors d'une embuscade près de la frontière algérienne, mais les autorités qui maintiennent l'état d'urgence depuis 2015 semblaient assurer la sécurité dans les agglomérations, en particulier Tunis.

Cet attentat suicide dans la capitale, qui n'a finalement blessé que 20 personnes, dont une quinzaine de policiers, rappelle l'attaque revendiquée par les jihadistes de l'Etat islamique en novembre 2015 quand un kamikaze a tué douze membres de la garde présidentielle, sur l'avenue Mohamed V, à quelques centaines de mètres du lieu de la nouvelle attaque. A un an des scrutins présidentiel

et législatif, la Tunisie, dont plusieurs milliers de ses ressortissants sont allés combattre dans les rangs de Daech, doit donc composer avec une menace terroriste effective prête à agir jusqu'au cœur de la capitale.

■ Reportage auprès de Tunisiens sur l'artère principale de Tunis

L'attentat-suicide a créé une onde de choc au cœur de la capitale tunisienne. Wassila sortait du bureau quand c'est arrivé : « *C'était quelque chose de choquant. Elle visait les agents de police, elle*

voulait monter dans leur voiture. Mais lorsqu'elle a dit *Alla ou Akbar*, ils l'ont empêchée. C'était choquant, c'est tout. »

Hakim Mezraoui, lui, n'en revient pas : « *C'est douloureux pour la Tunisie, pour le tourisme, pour tout. C'est un peu difficile.* »

La démarche usée, Omar, serveur depuis plus de trente ans dans un café à quelques dizaines de mètres du lieu de l'attentat, ne cache pas son appréhension de l'avenir : « *On a peur, on a peur, il y a longtemps qu'on n'a pas vu ça.* »

Walid, qui travaille dans une librairie tout près du lieu de l'explosion se souviendra longtemps de ce jour. « *J'ai entendu une explosion, et après j'ai vu une femme allongée au sol, les vêtements déchirés et avec du sang partout. Les gens courent tous vers moi. C'est un choc, le terrorisme n'est pas maintenant dans les montagnes et loin de nous, mais il est ici et entre nous.* »

Face aux barrières qui empêchent d'accéder au lieu du drame, Kamel argue de la fougue de sa jeunesse pour juger la scène. En cours pendant l'attentat, cet étudiant n'a pas vécu le choc de l'explosion : « *A force de forger, on devient forgeron. A force d'avoir des islamistes conservateurs au pouvoir, c'est normal qu'on voit des trucs pareils. Quand on voit que la Tunisie exporte le nombre maximal de terroristes partout dans le monde. Si on a peur, on reste chez nous, mais on doit vivre. Faut vivre.* »

Rfi

FRANCE/ETHIOPIE

Emmanuel Macron salue les réformes menées par Abiy Ahmed

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed était à Paris ce lundi 29 octobre, pour sa première visite en Europe depuis son arrivée au pouvoir, en avril dernier. Le président français, Emmanuel Macron, l'a reçu à l'Élysée et a salué les réformes entreprises par Abiy Ahmed, notamment le rapprochement avec l'Erythrée. Cette visite était aussi l'occasion de signer plusieurs accords de coopération et de renforcer les liens commerciaux et culturels entre la France et l'Éthiopie.

Emmanuel Macron a dit toute son admiration pour les transformations à

l'œuvre en Éthiopie. Des transformations auxquelles il souhaite contribuer. Pour le président français, cela passe par la libéralisation économique en développant, par exemple, l'activité des entreprises françaises en Éthiopie de manière raisonnée.

« *J'ai noté que dans le domaine des télécommunications, des infrastructures de transport et tout ce que le gouvernement éthiopien listera, et bien, les entreprises françaises pertinentes seront proposées dans le cadre d'un processus qui doit être ouvert, transparent et où les bénéfices doivent être mutuels pour qu'ils soient*

durables », a déclaré le chef de l'Etat français.

L'Agence française de développement va également investir davantage dans le pays, notamment en soutenant la **compagnie aérienne Ethiopian Airlines**.

Les deux hommes ont aussi évoqué une coopération culturelle approfondie. Mentionnant l'héritage de la France, Abiy Ahmed a expliqué que son choix pour la première étape de son séjour européen n'était pas anodin. Il est attaché à la préservation et à la mise en valeur du patrimoine. C'est dans ce cadre qu'il a visité l'hôtel de la Marine, ce lundi, à Paris.

La France va donc accompagner des projets patrimoniaux et archéologiques en Éthiopie et les programmes de coopération universitaire vont être renforcés.

Des sujets dont les deux hommes pourront reparler puisque le président français a annoncé qu'il se rendra à Addis Abeba, en mars 2019.

Après la capitale française, Abiy Ahmed se rend à Berlin, mardi, pour la suite de sa tournée européenne.

Rfi

FÉCAFOOT

Pourquoi Martin Etongue a été botté en touche

Un an après avoir coordonné comme intérimaire le secrétariat général de la Fédération camerounaise de football, l'ancien employé de la Direction technique nationale a été déchargé de cette fonction lundi dernier par le Comité de normalisation présidé par Me Dieudonné Happi.

Happi, le père fouettard ou le coupeur de tête ? Ces deux images peuvent paraître burlesques mais, elles expriment parfaitement l'idée que se font certains observateurs avisés de la gestion du football camerounais, placé sous administration transitoire depuis le 08 septembre 2017. Une semaine seulement après avoir suspendu Nicolas Dikoumè, le coordonnateur général des sélections nationales pour « manquements graves dans le management de la coordination » et autres « malversations financières », la lame de l'épée du président du Comité de normalisation vient de « trancher » la tête de Martin Etongue, désormais ex-secrétaire général de la Fécafoot.

La (mauvaise) nouvelle est tombée lundi dernier. Par une résolution du 24 octobre 2018, prise à l'unanimité des cinq membres, l'organe que dirige le semillant avocat de Garoua a décidé de décharger l'homme de ses fonctions de Sg par intérim de l'instance faïtière du sport roi



au Cameroun. A en croire un communiqué rendu public par le département de la communication, l'infortuné a été « nommé conseiller du président du Comité de normalisation jusqu'à décision contraire. Cette mesure a été prise à l'entame du processus électoral à la Fécafoot dans le souci de garantir à celui-ci la neutralité et l'impartialité qui sont nécessaires à sa crédibilité et à sa transparence ».

Trois mois de vérité pour Banlock

Le Comité a, le même jour et à l'unanimité, signé une résolution désignant Benjamin Didier Banlock comme secrétaire général par intérim de la Fécafoot pour une période de trois mois. Ce qu'on sait du nouveau promu c'est qu'il était jusqu'au moment de sa nomination, directeur

régional de Instat Sport Afrique, dont le siège se trouve à Moscou en Russie. Il s'y est, entre 2015 et 2017, attelé à la recherche des partenaires de clubs de football en Afrique, en Europe et aux Etats-Unis pour des contrats à l'analyse statistique et vidéo de leurs performances en football. « Il a sillonné l'Afrique pour rencontrer des présidents d'associations de football et de clubs pour trouver de meilleures solutions à leurs problèmes et proposer des partenariats », peut-on lire. Benjamin Didier Banlock, 39 ans, était également directeur de Wyscout pour l'Afrique, une plateforme de football mondiale connue pour ses outils d'analyse vidéo, des statistiques et des données. Il est titulaire d'une licence en science de gestion et en cours de complétion d'un master en stratégie et

management. Il parle parfaitement le français, l'anglais et le russe.

Guerre froide

Si pour beaucoup, ce changement de chaise musicale s'inscrit dans la volonté de Dieudonné Happi de restructurer l'administration de la maison mère du football, d'aucuns croient savoir que Martin Etongue paie le prix de ses nombreuses pirouettes à l'endroit de son patron. Lui qu'on soupçonne de n'avoir pas joué franc-jeu avec l'équipe dirigeante en place. Ceux-ci soutiennent que les sirènes de la déchéance de l'ancien employé de la Direction technique nationale (Dtn) retentissaient depuis le 10 octobre dernier au Centre d'excellence de la Confédération africaine de football (Caf), sis à Mbankomo, banlieue de Yaoundé, où se sont tenus les travaux de l'assemblée générale ordinaire de la Fécafoot.

Les habitudes au cours de pareilles assises voudraient que le Sg soit le rapporteur. C'est du moins ce que prévoient les textes. Mais grande a été la surprise des délégués et même de la presse de constater la mise à l'écart de sieur Etongue du secrétariat des assises au profit de Me Sikati. Nos sources imputent ce « châtiment » à un bras de fer sous cape qu'aurait déclaré le désormais ex-patron de l'administration à sa hiérarchie directe. Après avoir tenté de couvrir les relents de cette défiance à peine voilée, Happi a trouvé sage de se séparer d'un précieux collaborateur.

Christian TCHAPMI

DIEUDONNÉ HAPPI

« Le président de la Fécafoot sera élu en début décembre »

Invité de l'émission

« Décryptage » sur Vision 4 vendredi dernier, le président du Comité de normalisation de la Fédération camerounaise de football a présenté les réformes entreprises dans le cadre de la gestion des affaires courantes non sans dévoiler les grandes articulations du processus électoral enclenché.

C'était une première sur un plateau de télévision depuis sa nomination au poste de président de l'organe transitoire à la Fécafoot le 08 septembre 2017. Après une année à Tsinga, Dieudonné Happi qui n'a rencontré la presse que deux fois, a enfin accepté de briser le mur du silence qu'il a souvent dressé même sans le savoir, entre les hommes de médias et lui, pour honorer au rendez-vous d'un programme télévisé sur Vision 4. Pendant 1h 30, le semillant avocat de Maroua, a fait le tour des questions brûlantes et relatives à la normalisation de l'instance faïtière du football camerounais dont il tient le bâton de pèlerin depuis un peu plus de douze mois. D'entrée, l'invité d'Ernest Obama qui devrait en principe rendre son tablier au soir du 16 décembre prochain, est appelé à s'étendre sur la gestion des affaires courantes et du legs de l'exécutif déchu qu'a conduit Tombi à Roko Sidiki en 21 mois de règne.

Effectifs pléthoriques

L'homme va d'emblée regretter les effectifs pléthoriques en termes de personnels qui étouffent presque la gestion de la Fécafoot, empêchant l'institution de bien fonctionner

et de produire les résultats attendus d'elle par la Fédération internationale de football association (Fifa), par ailleurs, employeur-payeur de l'équipe des normalisateurs. « La fédération sénégalaise compte à peu près 30 employés. La fédération centrafricaine dispose d'une quinzaine d'employés, la fédération ivoirienne compte 40 employés ; la Confédération africaine de football qui gère tout le football africain emploie 65 employés. Alors que la Fécafoot emploie 129 personnes », révèle-t-il pour exprimer l'ampleur de la situation. Et comme thérapie d'urgence, Happi confesse avoir créé une commission de ressources humaines qui a produit un rapport indiquant que la Fécafoot a besoin de 67 personnes pour permettre au prochain président élu de travailler dans des conditions idoines. « A l'heure actuelle, nous sommes obligés de nous séparer d'à peu près 43 personnes. Il y en a d'ailleurs qui avaient déjà l'âge de départ en retraite qui ont été notifiés. Tout comme des fonctionnaires qui émergent aussi bien dans le budget de l'Etat que dans celui de la fédération », révèle-t-il non sans se réjouir de la réduction presque de la moitié, des salaires du personnel embauché par le Comité de normalisation.

Assainissement des finances

L'homme dit poursuivre son opération d'assainissement des finances de la Fécafoot. Lui qui a récemment lancé une opération de justification de dépense à l'encontre de certains dirigeants, administrateurs et personnels de la maison. Cette opération faisant suite au rapport d'un audit interne mené par le cabinet Bekolo and Partners. Les enquêtes engagées par le patron de la tour de Tsinga porteraient sur un montant total d'environ 415 millions de Fcfa, dépensés sous l'administration de l'ancien président de la Fécafoot Tombi à Roko. Sur cette question justement, Me Happi confesse avoir trouvé dans les

caisses de la fédération un solde consolidé de 68 millions de Fcfa et des arriérés de dettes de certains fournisseurs d'un peu plus de 700 millions de Fcfa. « Nous avons trouvé une fédération très malade. S'agissant des fonds alloués à la construction du siège de la fédération, nous avons appris que cet argent a été bloqué dans un compte par Iya Mohamed. Le comité de normalisation n'a malheureusement pas accès à ces comptes », révèle Happi qui ajoute que son équipe et lui-même, accusent quatre mois d'arriérés de salaire qui sont « dus aux procédures de la Fifa qui vont bientôt se résoudre ».

Scrutin uninominal

Interrogé sur l'organisation des élections dont le coup d'envoi a été donné lors de l'Ag extraordinaire du 10 octobre dernier en dépit du vent de contestation que fait souffler sur les nouveaux textes, l'Association des clubs de football amateur du Cameroun (Acfac), l'homme se veut serein. Ce qui change dans les nouveaux statuts, explique-t-il, « ce sont les nouveaux membres de la Commission d'éthique qui ne seront pas nommés mais élus par le Comité exécutif ; ce qui leur donnera une indépendance certaine vis-à-vis du Comité exécutif de la fédération. Ce qui change aussi, c'est l'adoption du scrutin uninominal au détriment du scrutin de liste à tous les postes du bureau exécutif de la Fécafoot ». Et de poursuivre, « le chronogramme du processus électoral à la Fédération est clair. Avant le 10 novembre, l'élection au niveau des départements aura lieu. Entre le 20 et le 25 novembre, les élections au niveau régional auront lieu et en début du mois de décembre, nous connaissons le nom du nouveau président de la Fédération camerounaise de football ».

C.T.

EN BREF

CAN 2019

L'inspection sécuritaire Fifa-Caf dans le Sud-Ouest

Elle aura été finalement expéditive la visite des inspecteurs de la Fifa et de la Caf. Arrivés à Garoua lundi dernier avec un programme annoncé extrêmement chargé, le groupe n'a pas pu vérifier l'ensemble des infrastructures. L'essentiel a pour autant été passé au peigne fin puisque le Stade Roumdé Adja, le Centre d'entraînement de Coton Sport de Garoua, le Stade Poumpouré, ont reçu ces émissaires de la commission sécuritaire. En les recevant le 28 octobre dernier, Joseph Beti Assomo, le ministre délégué à la présidence de la République chargé de la défense a tenu à rassurer ses hôtes, sur les dispositions sécuritaires prises par le pays hôte en vue de la tenue sans heurts de cet événement. « en ce qui concerne la sécurité, je vais vous donner les assurances que tout est en place et mis en œuvre pour couvrir les aspects de la sécurité qui nous incombent conformément au cahier des charges de la caf. Nous avons été associés à travers le corps national des sapeurs-pompiers dès la conception des projets de construction des nouveaux stades pour que les aspects sécuritaires soient pris en compte dès la construction. Et ces infrastructures sont construites et nos experts du corps national des sapeurs-pompiers et ceux de la gendarmerie et des autres composantes du ministère de la défense vont sur les chantiers accompagner, sur le contrôle des autorités en charge, la conduite de ces travaux ». Ce jour, cap sur Buea et Limbé !

Psg

Dugary tache Choupo-Moting

Comme l'entraîneur du Psg, Thomas Tuchel, a décidé de sanctionner Kylian Mbappé pour son retard en le laissant sur le banc au coup d'envoi du Classique dimanche dernier contre l'Olympique de Marseille (2-0), Eric Maxim Choupo-Moting en a profité pour fêter sa première titularisation avec le club de la capitale. Mais le Camerounais ne s'est malheureusement vraiment pas montré à son avantage et le consultant Christophe Dugarry, connu pour son franc-parler, ne l'a pas épargné. « Il y a un gros avantage quand tu joues face au Psg sans Mbappé, c'est que tu n'as pas à t'occuper de la profondeur. Tu as Choupo-Moting, un train de marchandises, même Mitroglou va plus vite que lui... », a taclé le champion du monde 1998 sur les ondes de Rmc. De son côté, malgré les critiques, l'ancien joueur de Schalke 04 s'est dit « fier » d'avoir disputé son premier Classique avec le Psg.